



**FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES, SOCIALES
ET DE GESTION**

**DÉPARTEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET
BONNE GOUVERNANCE**

Scientia et Lux

**L'INTERMÉDIATION DU FINANCEMENT DU
DÉVELOPPEMENT ET SA CONTRIBUTION SUR
L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS SOCIO-
ÉCONOMIQUES DES VULNÉRABLES :**

**CAS DES FEMMES VIVANT AVEC LE VIH /SIDA
BÉNÉFICIAIRES DES INTERVENTIONS DE LA
COOPÉRATIVE ABANYAMURAVA,
DISTRICT DE MUSANZE (2008-2010)**

Mémoire présenté et défendu en vue
de l'obtention du grade de licencié en
Administration Publique et Bonne
Gouvernance

Par MUKANDATWA Shani

Directeur : NZABONIMANA Jean Chrysostome (MA)

Musanze, Février 2012

B.P. 155
Ruhengeri
Rwanda

T : +250 788 90 30 30
: +250 788 90 30 32
E : inesruhengeri@yahoo.fr
W : www.ines.ac.rw

DÉDICACE

À notre cher père,

À notre chère mère,

À nos chers frères et sœurs,

À tous les amis et connaissances.

REMERCIEMENTS

A l'Éternel Dieu Tout-Puissant qui nous a donné l'Essentiel tout au long de notre vie.

A la très Sainte vierge Marie.

La réalisation de ce travail a requis la participation de plusieurs personnes à qui nous voudrions adresser nos sentiments de reconnaissance.

Tout d'abord, nous tenons à remercier nos parents qui ont pourvu aux premières bases de la poursuite de notre formation scientifique ainsi que la famille entière qui a, sans cesse, encouragé cette formation.

Deuxièmement, nous remercions l'INES ainsi que tous les professeurs, notamment ceux de la Faculté des Sciences Économiques, Sociales et de Gestion pour avoir contribué à notre formation intégrale.

À cœur ouvert, nous tenons à remercier Monsieur NZABONIMANA Jean Chrysostome qui, malgré ses multiples responsabilités, a accepté généreusement de diriger ce mémoire.

À toute personne qui, d'une façon ou d'une autre, a contribué à la réalisation du présent travail, particulièrement à tous les collègues avec qui nous avons partagé les peines et les moments inoubliables, nous disons merci !

MUKANDATWA Shani

LISTE DES SIGNES, SIGLES ET ABRÉVIATIONS

%	: Pourcentage
CNLS	: Commission Nationale de Lutte Contre le SIDA
ESP	: École Supérieure des Finances
et Cie	: et compagnie
et al	: <i>et alii</i> (et les autres)
etc	: <i>et cætera</i> (et le reste)
F	: Femme
Frw	: Francs rwandais
H	: Homme
INES	: Institut d'Enseignement Supérieur
Km²	: Kilomètre carré
Ltd	: <i>Limited</i> (Société anonyme)
MINALOC	: Ministère de l'Administration Locale, de la Bonne Gouvernance, du Développement Communautaire et des Affaires Sociales
MINECOFIN	: Ministère des Finances et de la Planification Économique
N°	: Numéro
OFSP	: Office Fédéral de la Santé Publique
Op cit	: <i>Opere citato</i> (ouvrage déjà cité)
ONG	: Organisation Non-Gouvernementale

- OP** : Organisation paysanne
- OUP** : *Oxford University Press* (Presses de l'Université d'Oxford)
- p** : Page
- RADEM** : Réseau des Acteurs des Développement du District de Musanze
- RDC** : République Démocratique du Congo
- SIDA** : Syndrome d'Immunodéficience Acquise
- VIH** : Virus d'Immunodéficience Humaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Différents besoins de financement selon les catégories d'agents	11
Tableau 2: Unités administratives du District de Musanze	27
Tableau 3: Projection de la population de Musanze de 2007 à 2012.....	28
Tableau 4: Réseau de personnes sidéennes couvert par la Coopérative Abanyamurava.....	30
Tableau 5: Taille de l'échantillon stratifié	33
Tableau 6: Durée d'encadrement de la coopérative Abanyamurava parmi les enquêtés	36
Tableau 7: Financements reçus par les PVV via l'intermédiation de la coopérative Abanyamurava	39
Tableau 8: Reconnaissance de l'amélioration des conditions socio-économiques à la suite de ces financements et aides reçues.....	42
Tableau 9: Indicateurs socio-économiques des améliorations parmi les enquêtés	43

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Deux catégories d'agents.....	13
Figure 2: Création monétaire par les crédits	15
Figure 3: Financement intermédié et désintermédié	16
Figure 4: Situation idéale du développement.....	19
Figure 5: Connivence entre l'État et les multinationales, isolation et marginalisation de la société civile.....	20

LISTE DES PHOTOS

Photo 1:Séance de sensibilisation des autorités locales pour demander l'autorisation de démarrage des activités	37
Photo 2:Copropriété d'une vache avec son veau donnée en 2009 aux PVV encadrées par la coopérative Abanyamurava	40
Photo 3:Copropriété d'une exploitation agricole des PVV encadrées par la coopérative Abanyamurava	41

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1: Questionnaire d'enquête destiné aux PVV encadrées par la Coopérative Abanyamurava	a
Annexe 2: Guide d'interview avec le Coordinateur de la Coopérative Abanyamurava.....	e
Annexe 3: Grille d'observation des conditions de vie des PVV encadrées par la Coopérative Abanyamurava	h
Annexe 4: Grille de dépouillement du questionnaire d'enquête destiné aux PVV encadrées par la Coopérative Abanyamurava	i
Annexe 5: Formule de détermination de la taille de l'échantillon	k
Annexe 6: Organigramme de la Coopérative Abanyamurava	l

RÉSUMÉ

L'objectif principal de cette recherche est de montrer la contribution de l'intermédiation du financement du développement sur l'amélioration des conditions de vie des vulnérables. Nous sommes parties de deux questions de recherche suivantes :

- L'implication de la Coopérative Abanyamurava dans l'élaboration des projets de développement en faveur des personnes vivant avec le VIH/SIDA favorise-t-elle la prise en compte de vraies dimensions de leurs besoins ?
- L'implication de la coopérative Abanyamurava contribue-t-elle à l'amélioration des conditions socio-économiques des bénéficiaires?

Dans le but d'apporter des réponses aux questions posées dans la problématique, les hypothèses suivantes ont été formulées :

- L'implication de la Coopérative Abanyamurava dans l'élaboration des projets de développement en faveur des femmes vivant avec le VIH/SIDA favorise la prise en compte de vraies dimensions de leurs besoins.
- L'implication de la coopérative Abanyamurava contribue à l'amélioration des conditions socio-économiques des bénéficiaires.

Outre l'introduction générale et la conclusion générale, ce travail de recherche est subdivisé en trois chapitres : le cadre conceptuel et théorique, la présentation du milieu d'étude et la méthodologie utilisée, la présentation des données, analyse et interprétation des résultats. Les méthodes utilisées sont la méthode analytique, la méthode statistique et la méthode synthétique. Concernant les techniques, il s'agit des techniques documentaires, d'enquête par questionnaire, d'échantillonnage, d'interview et d'observation.

Les résultats de la recherche ont montré que tous les enquêtés (100%) ne maîtrisaient pas l'élaboration des projets de développement. Avec l'intermédiation de la coopérative Abanyamurava les PVV ont pu bénéficier des financements reçus du Fonds Mondial qui leur ont permis d'acquérir 100 vaches de race Frisone et 6 terrains d'exploitations agricoles valant en tout 130.000.000 Frw au cours de la période couverte par cette étude. La stratégie de gestion de ces acquisitions est la copropriété. Les produits laitiers ou agricoles sont soit partagés en nature ou en argent après vente. Une vache Frisone est copossédée par 3 individus et un champ d'exploitation agricole est copossédé par 10 individus. Cela nous a permis de vérifier et confirmer la première hypothèse de la recherche selon laquelle l'implication de la Coopérative Abanyamurava dans l'élaboration des projets de développement en faveur des femmes vivant avec le VIH/SIDA favorise la prise en compte de vraies dimensions de leurs besoins. De plus, les résultats de recherche ont montré qu'une écrasante majorité des enquêtés a reconnu avoir bénéficié des projets financés par l'intermédiation de la coopérative Abanyamurava, soit 94%. Ils ont montré que les PVV sont parvenus à se recueillir à 100%. Toutes, c'est-à-dire 100%, sont parvenus à augmenter les revenus mensuels, 96% sont parvenus à augmenter l'alimentation, 78% ont acquis des facilités de paiement des frais de scolarité des enfants, 100% des facilités de paiement des frais de la mutuelle de santé, et enfin 67% sont parvenus à améliorer leur habitat. Voilà ce qui nous a permis de vérifier et confirmer la deuxième hypothèse de la recherche selon laquelle l'implication de la coopérative Abanyamurava contribue à l'amélioration des conditions socio-économiques des bénéficiaires.

ABSTRACT

The overall objective of this research is to show the contribution of development financing intermediation on the improvement of living conditions for vulnerable people. We started with two following research questions:

- Does the involvement of Abanyamurava Cooperative in elaboration of development projects in favor of HIV/AIDS-infected people contribute to take into account the true dimensions of their needs?
- Does the involvement of Abanyamurava Cooperative contribute to the improvement of socio-economic conditions of beneficiaries?

In order to bring responses to the research questions, the following hypotheses have been formulated:

- The involvement of Abanyamurava Cooperative in elaboration of development projects in favor of HIV/AIDS-infected people contributes to take into account the true dimensions of their needs.
- The involvement of Abanyamurava Cooperative contributes to the improvement of socio-economic conditions of beneficiaries.

In addition to general introduction, this research work has been structured into three chapters: literature review, presentation of area of study and used methodology, the presentation and analysis of data with interpretation of results. Concerning methodology, we have used three methods: statistical, analytical, and synthetical. As for techniques, we have used documentary analysis, survey questionnaire, observation techniques, and interview. Results have shown that all surveyed people (100%) did not master the elaboration of development projects. With the intermediation of Abanyamurava Cooperative the HIV-infected people have benefited from funds given by Global Funds that allowed them to acquire 100 cows of Frisone breed and 6 plot of farms worth 130,000,000 Rwf during the period covered by this study. Co-ownership has been chosen as way of management. Farm yield and milk products are shared either in kind or after sale. A cow is co-owned by 3 persons and one plot of farm by 10 individuals. This has allowed us to verify and validate the first hypothesis according to which the involvement of Abanyamurava Cooperative in elaboration of projects in favor of HIV/AIDS-infected people contributes to take into account the true dimensions of their needs. Furthermore, research results have shown that a great deal of surveyed people have recognized having benefited from the financed projects via intermediation of Abanyamurava Cooperative at the level 94%. They have shown that 100% of surveyed people have realized self-acceptance, 100% have managed to increase income, 96% have managed to improve nutrition, 78% have managed to acquire easiness to afford schooling fees, 100% have managed to afford mutual health insurance fees, 67% have managed to improve housing. This has permitted to verify and validate the second hypothesis according to which the involvement of Abanyamurava Cooperative contributes to the improvement of socio-economic conditions of beneficiaries.

INCAMAKE

Intego nkuru y'ubu bushakashatsi ni ukwerekana uruhare rw'ubuvugizi mu gutera inkunga imishinga y'amajyambere mu guteza imbere imibereho y'abatishoboye. Twagendeye ku bibazo bibiri by'ubushakashatsi bikurikira:

- Mbere ubuvugizi bwa Koperative Abanyamurava mu gukora imishinga yo kwiteza imbere ku bantu babana na SIDA butuma ibyo bakeneye nyabyo byitabwaho?
- None se ubwo buvugizi bwa Koperative Abanyamurava bugira uruhare mu guteza imbere imibereho myiza mu by'ubukungu n'imibereho rusange y'abaturage mu bagenerwabikorwa?

Mu rwego rwo gushakira ibisubizo ibyo bibazo by'ubushakashatsi, twifashishije ingingo ebyiri zikurikira:

- Ubuvugizi bwa Koperative Abanyamurava mu gukora imishinga yo kwiteza imbere ku bantu babana na SIDA butuma ibyo bakeneye nyabyo byitabwaho.
- Ubwo buvugizi bwa Koperative Abanyamurava bugira uruhare mu guteza imbere imibereho myiza mu by'ubukungu n'imibereho rusange y'abaturage mu bagenerwabikorwa.

Ku byiyongera kw'iriburiro rusange, ubu bushakashatsi bugabanyijemo ibice bikurikira: gusobanura amagambo asobetse n'inyandiko zijyanye n'ubushakashatsi; kwerekana aho ubushakashatsi bwakorewe n'uburyo bwa gihanga bwakoreshejwe; kwerekana ibyagezweho n'ubushakashatsi, gusesengura no guha inyito ibyavuyemo. Twakoresheje uburyo bwa gihanga butatu: ubusesenguzi, ibarurishamibare n'ikusanyabitekerezo. Ku byerekeye inzira za gihanga twakoresheje isesenguranyandiko, urutonde rw'ibibazo, gufata agace gato k'abakoreweho ubushakashatsi, ibiganiro no kwitegereza. Ibyagezweho n'ubushakashatsi byerekanako abakoreweho ubushakashatsi bose, 100% batashoboraga kwikorera imishinga yo kwiteza imbere. kubera ubuvugizi bwa Koperative Abanyamurava abantu babana na SIDA bashoboye kubona inkunga z'amafaranga atanzwe n'Ikiga cy'isi yatumye bagura inka 100 za Frizone n'imirima 6 yo guhinga yaguzwe 130.000.000 Frw mu gihe twakoreyemo ubushakashatsi. Ubufatanye nibwo buryo bwo kubicunga bwahiswemo. Ibyeze mu mirima cyangwa amata inka zitanga barabigabana uko bimeze cyangwa bakagabana amafaranga bamaze kubigurisha. Inka isangiwe n'abantu 3 naho umurima ugasangirw n'abantu 10. Ibi byatumye dusuma twemeza ingingo ya mbere ubushakashatsi bwagendeyeho ivugako ubuvugizi bwa Koperative Abanyamurava mu gukora imishinga yo kwiteza imbere ku bantu babana na SIDA butuma ibyo bakeneye nyabyo byitabwaho. Nanone ibyagezweho n'ubushakashatsi byerekanyeko abakoreweho ubushakashatsi benshi cyane bemejeko imishinga yakozwe binyuze mu ubuvugizi bwa Koperative Abanyamurava yabagiriye akamaro ku rugero rw'abantu 94%. Byerekanyeko 100% by'abakoreweho ubushakashatsi biyakiye, 100% bashoboye kongera amafaranga binjiza mu rugo, 96% bashoboye kunoza imirire, 78% bashoboye kubona uburyo bworoshye bwo kuriha amafaranga y'ishuri, 100% bashoboye kubona uburyo bwo kuriha amafaranga y'ubwisungane mu kwivuza, 67% bashobora kunoza aho batuye. Ibi byatumye dusuma twemeza ingingo ya kabiri ubu bushakashatsi bwagengeyeho ivugako ubwo buvugizi bwa Koperative Abanyamurava bugira uruhare mu guteza imbere imibereho myiza mu by'ubukungu n'imibereho rusange y'abaturage mu bagenerwabikorwa.

TABLE DES MATIÈRES

DÉDICACE.....	i
REMERCIEMENTS.....	ii
LISTE DES SIGNES, SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	iii
LISTE DES TABLEAUX.....	v
LISTE DES FIGURES.....	vi
LISTE DES PHOTOS.....	vii
ABSTRACT.....	x
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	1
1. Problématique.....	2
2. Hypothèses de recherche.....	3
3. Objectifs de recherche.....	4
3.1. Objectif global.....	4
3.2. Objectifs spécifiques.....	4
4. Choix et intérêt du sujet.....	4
4.1. Choix du sujet.....	4
4.2. Intérêt du sujet.....	5
4.2.1. Intérêt personnel.....	5
4.2.2. Intérêt académique et scientifique.....	5
4.2.3. Intérêt social.....	5
5. Délimitation du sujet.....	6
5.1. Dans le temps.....	6
5.2. Dans l'espace.....	6
5.3. Dans le domaine.....	6
6. Méthodologie.....	6

7. Subdivision du travail	6
8. Difficultés rencontrées	7
CHAPITRE 1 : CADRE CONCEPTUEL ET THÉORIQUE	8
1.1. Cadre conceptuel.....	8
1.1.1. Intermédiation	8
1.1.2. Financement du développement	8
1.1.3. Contribution	9
1.1.4. Amélioration	9
1.1.5. Conditions socio-économiques	9
1.1.6. Vulnérable.....	10
1.2. Cadre théorique.....	10
1.2.1. Intermédiation financière	10
1.2.1.1. Classification et déterminants des besoins de financement	11
1.2.1.2. Besoins nets et capacité de financement des agents	12
1.2.1.3. Notion de trésorerie.....	14
1.2.1.4. Rencontre des besoins et des capacités.....	15
1.2.2. Notions sur les stratégies de financement développement socio-économique	17
1.2.2.1. Méthode linéaire de développement	17
1.2.2.2. Méthode alternative de développement	18
1.2.2.3. Renforcement des organisations de développement, de leurs leaders et de leurs membres	20
1.2.3. Principes coopératifs	21
1.2.3.1. Adhésion volontaire ouverte à tous.....	21
1.2.3.2. Organisation démocratique	21
1.2.3.3. Participation à la croissance économique de la coopérative	21
1.2.3.4. Autonomie et indépendance de chaque société coopérative.....	22

1.2.3.5. Éducation, formation et information des membres	22
1.2.3.6. Entretien de relations de coopération entre les sociétés coopératives	22
1.2.3.7. Prise en compte du développement de la communauté locale.....	23
1.2.4. Vulnérabilité et santé	23
1.2.4.1. Enfants et femmes enceintes	23
1.2.4.2. Autochtones aux environnements présentant des risques	24
1.2.4.3. Personnes âgées et celles physiquement faibles	25
1.2.4.4. Facteurs prédateurs de la vulnérabilité.....	25
CHAPITRE 2 : PRÉSENTATION DU MILIEU D'ÉTUDE ET MÉTHODOLOGIE	
UTILISÉE.....	26
2.1. Présentation du milieu d'étude.....	26
2.1.1. Caractéristiques du District Musanze	26
2.1.2. Données démographiques	27
2.1.3. Présentation de la zone abritant la population d'étude	29
2.2. Techniques et méthodes de recherche utilisées	31
2.2. 1. Techniques	31
2.2.1.1. Technique documentaire	31
2.2.1.2. Technique d'enquête par questionnaire	31
2.2.1.3. Technique d'échantillonnage	31
2.2.1.4. Technique d'interview	34
2.2.1.5. Technique d'observation.....	34
2.2.2. Méthodes... ..	34
2.2.2.1. Méthode analytique.....	34
2.2.2.2. Méthode statistique	35
2.2.2.3. Méthode synthétique.....	35

CHAPITRE 3 : PRÉSENTATION, ANALYSE DES DONNÉES ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS	36
3.1. Implication de la Coopérative Abanyamurava dans l'élaboration des projets de développement en faveur des PVV	36
3.1.1. Implication de la Coopérative Abanyamurava dans l'intermédiation des projets de développement en faveur des PVV	37
3.1.2. Destinations des financements reçus	39
3.2. Contribution des financements reçus sur l'amélioration des conditions socio-économiques...	41
CONCLUSION GÉNÉRALE ET SUGGESTIONS	44
BIBLIOGRAPHIE.....	47

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Depuis longtemps certains planificateurs se sont mépris sur les stratégies de la vraie planification du développement socio-économique de l'ensemble de tous les citoyens d'une nation donnée. Certains, comme dans les années 1950, avaient placé leurs premières préoccupations sur le revenu national par tête d'habitant. Cela relevait de l'inspiration que pour développer les citoyens des pays, les gouvernements devaient mobiliser de grosses sommes en vue de la réalisation de projets économiques de grande envergure. Cependant, cette approche s'est révélée plus tard ineffective. La préoccupation s'est inversée, elle s'est concentrée non sur le revenu en tant que tel mais plutôt sur la création d'emplois, la redistribution des revenus, la satisfaction des besoins fondamentaux de l'homme, l'ajustement structurel et le développement durable (JHINGAN, 2007 :124).

Au point de vue du développement envisagé par le Rwanda aujourd'hui, il est à noter que depuis 1994 jusqu'en 2002, le développement enregistré au Rwanda a été attribué aux dividendes de paix qui avaient été allouées aux pays en situation de post-conflit (KABBAJ, O., 2003 : 9).

Effectivement, cette période a été suivie par une capitalisation sur les acquis socio-économiques enregistrés jusque là. La première période relais s'est étendue sur une période allant de 2002 à 2005. Cette période a été consacrée au programme stratégique de réduction de la pauvreté. C'est cette période qui a par après inspiré le contexte d'élaboration d'une politique de développement qui était déjà à mi-parcours (MINECOFIN, 2007 : 5).

Dans une logique concurrente, la politique de la décentralisation politico-administrative a stipulé que pour accroître la sensibilité de la population sur la conduite des affaires publiques, la planification, le financement, la gestion et le contrôle doivent être placés dans les mains des ressortissants des environnements locaux où ces services doivent être prestés. Cela permet une effective prise en compte des besoins réels des habitants de l'environnement immédiat (MINALOC, 2001 : 10). Ces orientations stratégiques devraient également présider aux financements de développement que les Organisations Non-Gouvernementales (ONG) effectuent en faveur des populations. Ces populations doivent exprimer les aspirations à travers les Organisations Paysannes (OP), en l'occurrence les coopératives. Reste à voir si effectivement l'intermédiation du financement du développement par les associations locales parvient à assurer le développement souhaité des citoyens locaux.

1. Problématique

Le financement visant l'amélioration des conditions socio-économiques de la population dans les pays en développement ou dans les zones rurales se heurte à plusieurs problèmes d'incohérence et de ciblage de vrais bénéficiaires du développement souhaité.

En effet, certains planificateurs nationaux échouent parfois à convertir les aides extérieures en financements susceptibles de promouvoir l'amélioration des conditions spécifiques de tous les citoyens auxquels ces aides sont destinées (MALCOLM, G. et al., 1998 : 517).

Le problème des utilisations incohérentes des financements du développement relève surtout de la mauvaise prise en compte de la définition des dimensions de base du développement qui doit être financé. Les dimensions à la base du vrai développement de tous les humains se rapportent surtout à l'autopromotion, à l'affirmation de soi et enfin à la liberté (TODARO, M, P., 1988 : 96).

Ce problème de l'amélioration des conditions socio-économiques des citoyens se complique davantage lorsqu'il s'agit des vulnérables. Dans la généralité des cas, l'absence de l'amélioration des conditions socio-économiques des vulnérables se complique suite à l'auto-renforcement des éléments négatifs qui s'abattent sur eux. Ces éléments sont notamment la pauvreté, l'isolement, la vulnérabilité, le manque de la force de travail et enfin le manque de pouvoir (CHAMBERS, R., 1990 : 111-117).

La pauvreté est la mère de tous les cinq éléments négatifs énumérés ci-dessus. Elle entraîne la malnutrition. La malnutrition occasionnant à son tour la faiblesse physique, le manque de la force de travail, l'affaiblissement du système immunitaire de l'homme, le risque d'attaques de toutes les maladies et l'incapacité de se prendre en charge. L'isolement se traduit par le manque de contact, l'éloignement et le manque d'information instructive. Cette situation renforce la pauvreté. La vulnérabilité résulte du fait que la personne en question ne peut pas assurer ces moyens de subsistance. Cette situation oblige le sujet à vendre ses biens, ses ressources pour pouvoir se soutenir en vie, mais cela ne se réalise pas à cause de la généralité de son incapacité. Le manque de pouvoir se traduit surtout par les exploitations multiples institutionnalisées ou inter-individus dont souffrent les pauvres en général et tous les vulnérables en particulier (CHAMBERS, R., 1990 : 113).

En plus de cette complication, les méthodes habituelles utilisées par les agences d'aide internationale n'ont résulté le plus de fois qu'en la création d'une dépendance continue. En effet, que ce soient des aides multilatérales, bilatérales, ou des aides des Organisation Non-Gouvernementales, leurs aides ont été souvent orientées vers les projets dont elles connaissent bien les objectifs, les dépenses, les bénéficiaires, la durée, les ressources nécessaires, etc.

Les partenaires locaux sont rarement impliqués dans l'élaboration de ces projets dits de développement. Pour ces projets, le rôle des associations locales est limité par la rigidité de la nature de leur conception, ce qui rend leur administration et leur gestion difficiles ou même impossibles (VINCENT, F., 1995 : 48 - 49).

Les approches nouvelles optent actuellement pour l'implication des gouvernements locaux ou des associations locales dans le financement du développement local. C'est l'intermédiation du financement du développement (VINCENT, F., op. cit., p.49).

La Coopérative Abanyamurava est l'une des associations locales au Rwanda impliquées dans les actions socio-économiques du développement local. Nous avons alors voulu mener une recherche sur ses actions d'intermédiation et leur impact sur les conditions socio-économiques des bénéficiaires. Nous avons pris le cas de la prise en charge des femmes vivant avec le VIH SIDA. Cette recherche a été guidée par deux questions de recherche suivantes :

- L'implication de la Coopérative Abanyamurava dans l'élaboration des projets de développement en faveur des femmes vivant avec le VIH SIDA favorise-t-elle la prise en compte de vraies dimensions de leurs besoins ?
- L'implication de la coopérative Abanyamurava contribue-t-elle à l'amélioration des conditions socio-économiques des bénéficiaires?

2. Hypothèses de recherche

MUCHIELLI, R. (1984 : 82) définit une hypothèse comme étant une proposition admise à titre provisoire et qui doit être vérifiée (confirmée, modifiée ou infirmée) par l'expérience. Dans le but d'apporter des réponses aux questions posées dans la problématique, les hypothèses suivantes ont été formulées :

- L'implication de la Coopérative Abanyamurava dans l'élaboration des projets de développement en faveur des femmes vivant avec le VIH SIDA favorise la prise en compte de vraies dimensions de leurs besoins.
- L'implication de la coopérative Abanyamurava contribue à l'amélioration des conditions socio-économiques des bénéficiaires.

3. Objectifs de recherche

Ce travail de recherche poursuit les objectifs de deux ordres : un objectif global et trois objectifs spécifiques.

3.1. Objectif global

L'objectif global de cette recherche est de montrer la contribution de l'intermédiation du financement du développement sur l'amélioration des conditions des vulnérables.

3.2. Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques assignés à ce travail de recherche sont les suivants :

- Évaluer les initiatives de la Coopérative Abanyamurava en faveur des femmes vivant avec le VIH/SIDA se trouvant dans sa zone d'action.
- Inventorier toutes les interventions relayées par la Coopérative Abanyamurava en faveur des femmes vivant avec le VIH/SIDA se trouvant dans sa zone d'action.
- Montrer la contribution de ces interventions à l'amélioration des conditions socio-économiques des femmes vivant avec le VIH/SIDA se trouvant dans la zone d'action de la Coopérative Abanyamurava.

4. Choix et intérêt du sujet

Le choix et l'intérêt de ce sujet de recherche sont repris et expliqués ci-après.

4.1. Choix du sujet

Le choix de ce sujet de recherche relève des motivations profondes. En effet, à la fin de nos études supérieures à l'INES, Faculté des Sciences Économiques, Sociales et de Gestion, Département d'Administration Publique et Bonne Gouvernance, nous avons voulu mener notre recherche sur l'intermédiation du financement du développement et sa contribution sur

l'amélioration des conditions socio-économiques des vulnérables. Actuellement le Rwanda accentue la conduite des affaires publiques dans un cadre décentralisé. Convaincu que la décentralisation doit encadrer toutes les actions socio-économiques, nous avons voulu approfondir nos connaissances sur le financement du développement intermédiaire par les organisations paysannes. Le souci principal est de savoir si cette intermédiation jouée par les OP traduit réellement la participation de la population locale pour enfin satisfaire à leur besoin.

4.2. Intérêt du sujet

Ce travail de recherche porte sur l'intérêt personnel du chercheur, l'intérêt académique et scientifique et enfin l'intérêt social.

4.2.1. Intérêt personnel

En tant que chercheur, nous sommes convaincue qu'à la fin de ce travail de recherche, nous aurons profondément compris la contribution de l'intermédiation du financement du développement à l'amélioration des conditions socio-économiques des vulnérables.

4.2.2. Intérêt académique et scientifique

Ce travail de recherche est entrepris dans le cadre des travaux de recherche exigés de tout étudiant qui termine son cycle de licence. Ses résultats contribueront à l'augmentation des connaissances sur la contribution de l'intermédiation du financement du développement sur l'amélioration des conditions socio-économiques des vulnérables. Le document final de ce travail de recherche sera déposé dans la bibliothèque de l'INES et, par là, sera une référence pour tous les futurs chercheurs intéressés par le développement rural et l'amélioration des conditions des vulnérables et une source de documentation pour tout administrateur et/ ou gestionnaire ou encore tout économiste.

4.2.3. Intérêt social

Sans doute, la publication des résultats de cette recherche permettra d'améliorer les voies par lesquelles les ONG financent le développement communautaire. Le rôle des OP dans l'intermédiation des financements en faveur des populations locales sera mis en exergue et par là leur caractère instrumental dans le développement sera revalorisé.

5. Délimitation du sujet

Comme tout travail de recherche, cette étude est délimitée dans le temps, dans l'espace et dans le domaine.

5.1. Dans le temps

Ce travail de recherche couvre une période allant de 2008 à 2010. L'année 2008 coïncide avec le début de la troisième phase de la décentralisation politico-administrative initiée par le Gouvernement rwandais. Au cours de cette période, toutes les actions réalisées en faveur de la population doivent revêtir dans la plupart de leurs dimensions un caractère décentralisé.

5.2. Dans l'espace

Dans l'espace, cette étude se limite sur le District Musanze, Province du Nord où la Coopérative Abanyamurava exerce ses activités.

5.3. Dans le domaine

Dans le domaine, cette recherche s'inscrit dans les théories sur le développement communautaire et la décentralisation.

6. Méthodologie

Une méthode est un ensemble des opérations intellectuelles par lesquelles une discipline cherche à atteindre les vérités qu'elle poursuit, les démontre et les vérifie (M.GRAWITZ, 2004 : 351). Une technique est un ensemble de procédés opératoires rigoureux bien définis, transmissibles et susceptibles d'être appliqués à nouveau dans les mêmes conditions, adaptés au genre de problèmes et phénomènes en étude (M.GRAWITZ, 2004 : 362).

Nous avons principalement utilisé trois méthodes scientifiques, à savoir la méthode analytique, la méthode statistique et la méthode synthétique. Concernant les techniques, nous avons utilisé la technique documentaire, la technique d'enquête par questionnaire, la technique d'échantillonnage et la technique d'interview.

7. Subdivision du travail

En plus de l'introduction générale et la conclusion générale, ce travail de recherche est subdivisé en trois chapitres. Le premier chapitre présentera le cadre conceptuel et théorique. Le deuxième

chapitre sera consacré à la présentation du milieu d'étude et la méthodologie utilisée. Le troisième chapitre, lui, sera consacré à la présentation des données, analyse et interprétation des résultats.

8. Difficultés rencontrées

Les difficultés rencontrées sont notamment le bas niveau d'instruction des enquêtés et le grand espace que nous avons parcouru. Tout cela nous a coûté en termes de temps et de moyens financiers mais ça n'a pas influencé la véracité des résultats de la recherche.

CHAPITRE 1 : CADRE CONCEPTUEL ET THÉORIQUE

Dans la précédente partie qui est introductive, nous avons présenté les théories qui nous ont aidés dans la formulation de la problématique et des hypothèses de cette recherche. Dans ce chapitre, nous présentons d'abord les définitions des concepts clés dont la compréhension est nécessaire pour la poursuite du travail et ensuite nous donnons les théories concernant le champ de la vérifiabilité des hypothèses.

1.1. Cadre conceptuel

Les concepts clés définis dans cette section sont respectivement intermédiation, financement du développement, contribution, amélioration, conditions socio-économiques, vulnérables.

1.1.1. Intermédiation

Dans le langage courant l'intermédiation est le fait de s'entremettre entre deux choses en termes de temps, place, ordre, caractère, etc. (THOMPSON, D., 1995 : 711).

Financièrement parlant, l'intermédiation est un processus de transférer des fonds d'une source fondamentale vers l'utilisateur final (FITCH, T., 2000 : 323).

Dans le cadre du présent travail de recherche, c'est cette dernière acception qui prévaudra dans la compréhension de l'intermédiation.

1.1.2. Financement du développement

Le financement du développement est le fait d'octroyer des fonds aux populations ou aux pays, notamment ceux en développement pour améliorer leur santé, leur économie, leur éducation, accroître leur investissement matériellement et techniquement (ROBINSON, C. et al., 1988 : 109-110).

Le financement du développement signifie aussi le transfert de fonds aux populations en développement pour fonder de petites entreprises, développer les capacités entrepreneuriales, des réseaux de spécialisation ou d'information visant l'augmentation de la productivité et la croissance économique (HILEMAN, M. et Cie, 2000 : 1).

Le financement du développement, pour ce qui concerne ce travail de recherche, inclut les aides financières et matérielles en provenant des gouvernements ou des ONG pour aider les populations à s'atteler sur leur développement socio-économique.

1.1.3. Contribution

Dans un premier sens la contribution signifie la part que chacun donne pour une charge ou une dépense commune. Deuxièmement, la contribution signifie la collaboration à une œuvre commune (REY, A. et al., 1991 : 385).

Selon BROWN, K. et al. (2007 : 145), la contribution est quelque chose que vous donnez, spécialement de l'argent ou une aide ou ce que vous faites avec les autres personnes.

Dans le cadre du présent travail, la contribution sera entendue dans le sens de la collaboration à une œuvre commune.

1.1.4. Amélioration

Le mot amélioration vient du latin *meliore* qui signifie rendre meilleur. Il signifie action de rendre meilleur, de changer en mieux ou le fait de devenir meilleur ou encore plus satisfaisant (REY, A. et al., 1991 : 58).

Selon THOMPSON, D. (1995 : 40), le mot amélioration est l'action ou le fait de rendre et/ou devenir meilleur, plus satisfaisant.

En conduisant ce travail de recherche, nous avons pris l'acception de l'action ou le fait de rendre et/ou devenir meilleur, plus satisfaisant.

1.1.5. Conditions socio-économiques

Les conditions socio-économiques sont les états ou les situations socio-économiques qui caractérisent particulièrement les hommes ou les êtres vivants en général à un moment donné (REY, A. et al. 1991 : 360).

Pour TODARO, M., P. (1988 : 96-97), les conditions socio-économiques sont les éléments fondamentaux qui dimensionnent les valeurs des hommes en leur donnant la capacité de satisfaire les besoins fondamentaux (comme la nourriture, l'abri, la santé, l'éducation, la protection, etc.), la capacité d'être des hommes (comme la confiance en soi, l'authenticité, la

dignité, le respect de soi, l'honneur et la reconnaissance de soi) ainsi que la liberté de pouvoir choisir en se débarrassant des servitudes de la nature, ignorance, misère, institutions ou croyances dogmatiques.

C'est cette dernière acception des conditions socio-économiques qui a été retenue par la conduite de cette recherche.

1.1.6. Vulnérable

D'après THOMPSON, D. (1995 : 1572), le mot vulnérable signifie celui qui peut être blessé ou violenté. Il désigne également celui qui est exposé aux tirs des armes, aux critiques, etc.

Le mot vulnérable vient du latin *vulnerabilis* de *vulnerare* qui signifie blesser. Il signifie celui qui peut être frappé par un mal physique. Il signifie aussi celui qui peut être atteint ou se défend mal (REY, A. et al., 1991 : 2122).

Dans la conduite de cette recherche, nous désignons par vulnérable celui dont la santé, l'économie domestique et les capacités entrepreneuriales sont relativement fragilisées et qui, de par cette situation, ne peut s'engager dans les activités compétitives visant son autopromotion comparativement au reste de la population.

1.2. Cadre théorique

Dans ce cadre théorique, nous avons développé les théories sur l'intermédiation financière et les stratégies de financement du développement socio-économique, les principes des coopératives et la vulnérabilité et la santé.

1.2.1. Intermédiation financière

La fonction des finances se définit comme étant la fourniture des sommes d'argent requises à un moment spécifique et à un coût acceptable. Il n'est pas facile de garantir que les revenus seront toujours disponibles pour payer toutes les dépenses à un moment spécifique puisque certaines dépenses requièrent des sommes importantes (APPLEBY, R., C., 1994 : 50).

C'est cette nécessité qui a fait naître l'intermédiation financière souvent assurée par les institutions financières bancaires. L'intermédiation financière est déterminée par les besoins et les capacités de financement des agents économiques.

1.2.1.1. Classification et déterminants des besoins de financement

Le besoin de financement se définit comme étant l'insuffisance d'épargne, son montant correspondant à la somme des ressources qu'un agent économique doit se procurer auprès des autres agents économiques (LONGATTE, J. et Cie, 2001 : 167).

Ainsi, les entreprises ont les besoins de financement liés bien évidemment à leur activité de production. Les besoins à court terme naissent des décalages existant entre les recettes et les dépenses. Les entreprises achètent et produisent avant de vendre. De nombreux décaissements surviennent avant que les entreprises réalisent des encaissements. Les différences entre les délais de paiements accordés par les fournisseurs et ceux accordés aux clients peuvent venir accroître ou diminuer ce besoin de financement. Ce besoin est un besoin durable puisqu'il apparaît à chaque cycle d'exploitation mais, de façon ponctuelle, il peut s'accroître et détériorer la trésorerie de l'entreprise faisant naître un besoin sur le court terme.

Sur le long terme, le besoin de financement des entreprises découlent de leurs investissements, en d'autres termes de la formation du capital fixe. La notion d'investissement fait référence au long terme puisqu'il s'agit d'accroître, de remplacer ou de moderniser tout ou une partie de l'appareil productif ce qui s'inscrit, bien évidemment, dans une perspective de longue période.

Tableau 1: Différents besoins de financement selon les catégories d'agents

Catégories d'agents	Besoins de financement
Entreprises	Besoins liés au cycle d'exploitation Financements des investissements
Ménages	Besoins liés à la consommation Financements des investissements (immobilier)
État	Financement des infrastructures Financements des déficits

Source : LONGATTE, J. et Cie, *Économie générale*, Dunod, Paris, 2001, p. 168.

Les ménages ont également des besoins que l'on peut classer en court terme et en long terme. Sur le court terme, les opérations de consommation (achats à tempérament par exemple) nécessitent parfois des ressources dont ne disposent pas les agents. Sur le long terme et comme pour les entreprises, les ménages investissent notamment dans l'immobilier. L'épargne disponible est en règle générale insuffisante pour faire face à ces dépenses.

Les investissements réalisés par les États, comme les constructions d'infrastructures, engendrent des besoins de financement sur le long terme. De plus, dans le cas de déficits budgétaires, les États éprouvent des besoins de financement à la fois sur le long et le court terme.

1.2.1.2. Besoins nets et capacité de financement des agents

Les agents assurent le financement de leurs besoins grâce à leurs ressources. Les ménages disposent de leur revenu, les entreprises dégagent des ressources de leurs activités à travers leur capacité d'autofinancement, les États financent leurs interventions grâce aux rentrées fiscales (LONGATTE, J. et Cie, 2001 : 167).

Pour chaque catégorie d'agents, la comparaison entre les ressources et les besoins permet de déterminer les agents, structurellement c'est-à-dire durablement en situation de besoin net ou en situation de capacité de financement.

Figure 1: Deux catégories d'agents

Agents à besoin net		Agents à capacité de financement	
Besoin total	Capacité totale	Besoin total	Capacité totale
	Besoin net	Capacité excédentaire	

Source : LONGATTE, J. et Cie, *Économie générale*, Dunod, Paris, 2001, p. 168.

Comme on l'a dit en haut pour les agents à besoin net, ces derniers assurent le financement de leurs besoins grâce à leurs ressources. Pour ce, la 1^{ère} partie de cette figure montre que ces agents disposent des besoins totaux dont la capacité totale n'arrive pas à couvrir leurs besoins totaux de façon qu'une partie de ces besoins totaux n'est pas satisfaite. Cette partie qui n'est pas couverte est appelée besoin net.

Pour la deuxième partie de cette figure qui concerne les agents à capacité de financement dégagé par les entreprises à travers leurs ressources qui se manifestent au moyen des activités menées par ces entreprises. Ces dernières possèdent la capacité de financement pouvant couvrir le besoin

total, tout en réservant la capacité excédentaire de financement. C'est ce qu'explique la capacité excédentaire en couleur jaune de la partie deuxième de la figure1.

En règle générale, les ménages parviennent à épargner une partie de leur revenu sous différentes formes : thésaurisation monétaire, dépôts à vue ou bien encore placements. Ils dégagent structurellement une capacité de financement.

1.2.1.3. Notion de trésorerie

La trésorerie est l'instrument d'ajustement des flux de recettes et de dépenses à court terme. Elle s'appréhende en rapprochant les crédits bancaires à court terme et l'encaisse. Elle est positive lorsque l'encaisse est supérieure aux crédits à court terme, négative dans le cas contraire (BOYER, A. et al., 2005 : 137).

Trésorerie = Encaisse (Banque + Caisse) – Crédits bancaires à court terme.

La définition de la trésorerie retenue reste cependant très comptable. Au plan conceptuel, la trésorerie représente la différence entre les actifs et les dettes dont la fiabilité et l'exigibilité sont immédiates. Dès lors, il convient d'affiner cette vision très comptable en assimilant :

Aux disponibilités :

- Les valeurs mobilières de placement,
- Les comptes courants débiteurs dont la liquidité n'est soumise à aucune restriction ;

Aux concours bancaires courants :

- Les obligations cautionnées,
- Les effets escomptés non-échus et les créances cédées,
- Les comptes courants créditeurs dont l'exigibilité est immédiate.

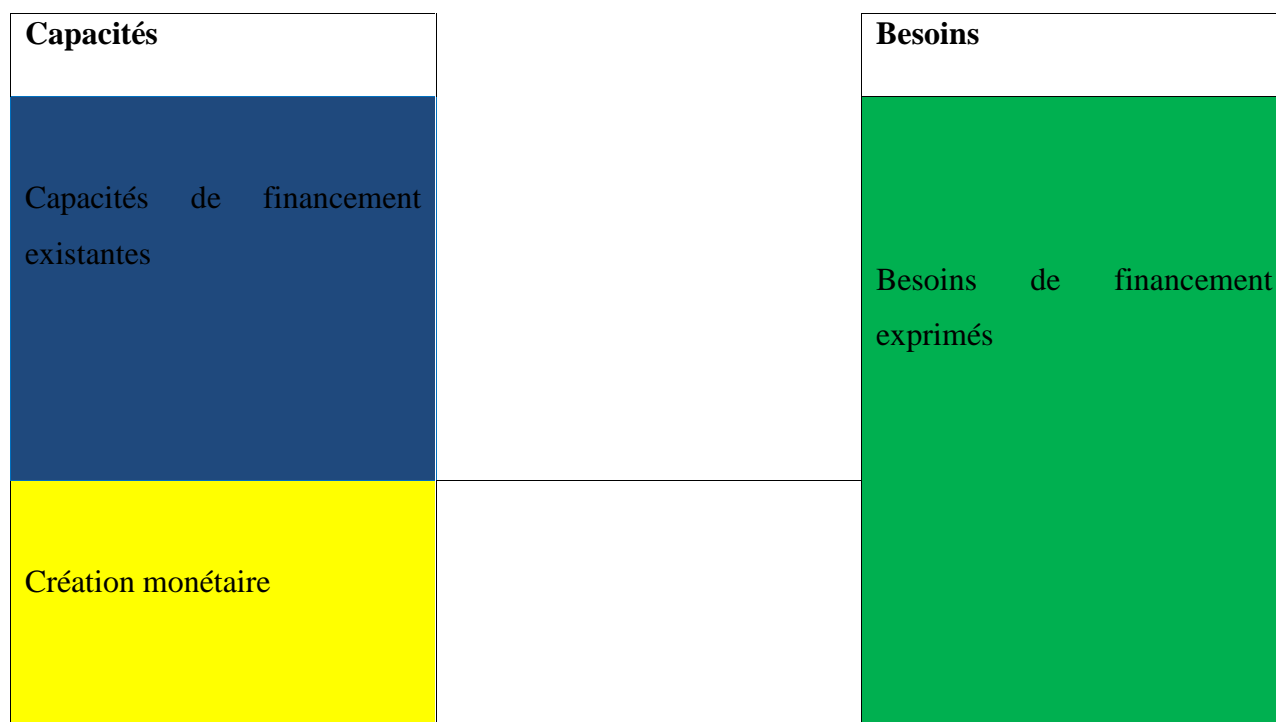
À l'inverse, doivent être exclus du calcul de la trésorerie :

- Les disponibilités et les valeurs mobilières de placement soumises à une restriction,
- Les intérêts courus non-échus inscrits dans les disponibilités et les concours bancaires courants.

1.2.1.4. Rencontre des besoins et des capacités

Le financement de l'économie doit être analysé comme une rencontre entre les capacités de financement et les besoins nets des agents. Toutefois, les ressources disponibles dans l'économie s'avèrent insuffisantes pour satisfaire l'ensemble des besoins de financement. Des capacités supplémentaires sont nécessaires et vont donc être obtenues par création monétaire à partir de crédits bancaires.

Figure 2: Création monétaire par les crédits



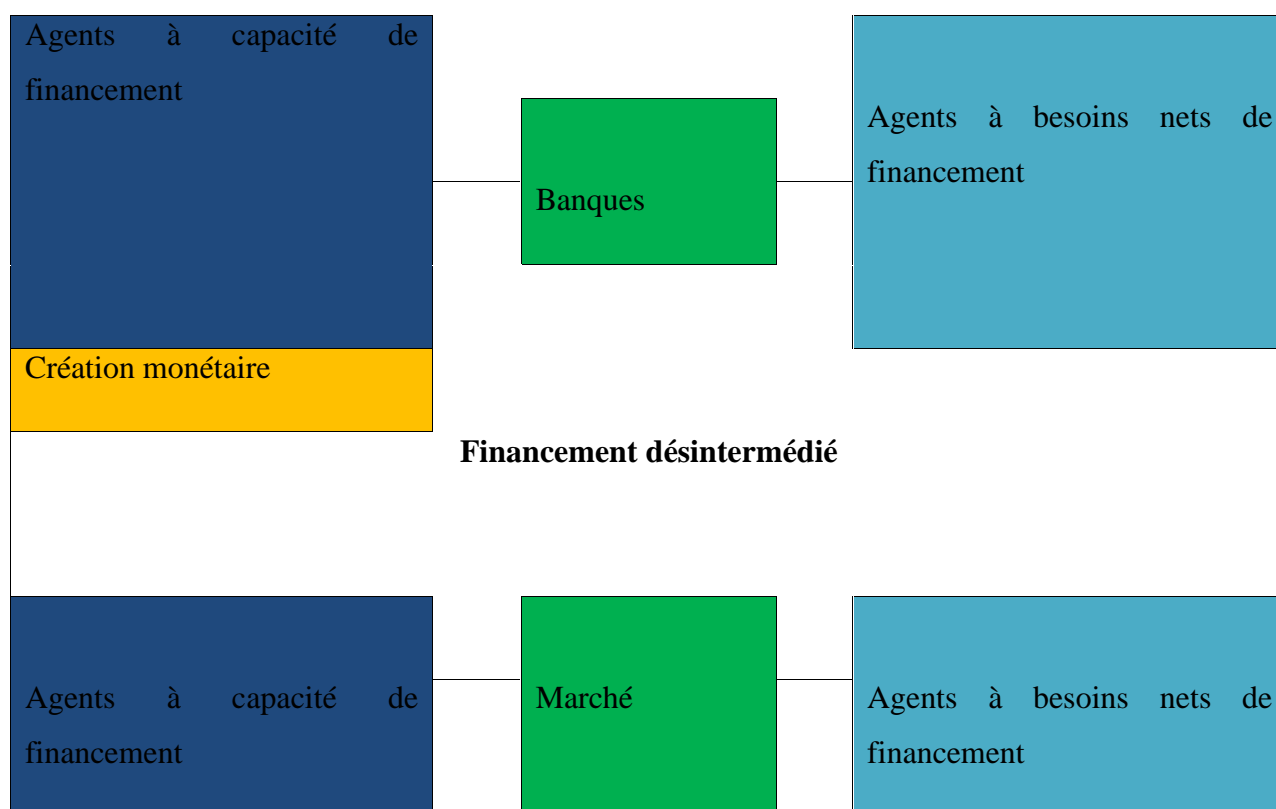
Source : LONGATTE, J. et Cie, *Économie générale*, Dunod, Paris, 2001, p. 169.

De cette figure il ressort deux sortes de financements donnant naissance à deux types d'économies que l'économiste HICKS définit comme l'économie d'endettement et l'économie des marchés financiers ou marché de capitaux.

Dans une économie d'endettement, il est fait appel largement au crédit bancaire pour faire face à l'insuffisance des capacités de financement des agents économiques. Dans une économie des marchés financiers, les agents dégagent des capacités de financement suffisantes, l'épargne des ménages et des entreprises permet de financer les économies. Pour mesure de simplification nous disons seulement que l'épargne et les besoins de financement se rencontrent sur un marché dit "marché financier". Cela nous conduit à faire une seconde distinction entre intermédiation et désintermédiation. Dans une économie d'endettement, le financement de l'économie passe obligatoirement par les banques qui servent d'intermédiaire entre les agents d'où l'expression d'intermédiation bancaire. En revanche, dans une économie de marchés financiers, les capacités et les besoins de financement se rencontrent directement sur un marché : il y a donc désintermédiation.

Financement intermédié

Figure 3: Financement intermédié et désintermédié



Source : LONGATTE, J. et Cie, *Économie générale*, Dunod, Paris, 2001, p. 170.

Les informations contenues dans cette figure ci-dessus montrent que le financement d'une économie n'est pas, bien sûr, réalisé exclusivement par l'un ou l'autre système. Cependant, pour certains pays, on constate une prépondérance du financement par endettement, alors que, pour d'autres, le passage par les marchés est privilégié.

1.2.2. Notions sur les stratégies de financement développement socio-économique

Plusieurs stratégies de développement socio-économiques ont été essayées mais peu se sont révélées concluantes. Dans cette section nous avons parlé de la méthode linéaire ou économétrique et la méthode des financements basés sur les besoins locaux.

1.2.2.1. Méthode linéaire de développement

Cette méthode a été popularisée par l'économiste historien américain W. W. Rostow dans les années 1960. ROSTOW, W., W. (1960 : 1, 3, 4, 12), présente une voie historique généralisant la dynamique moderne du développement. Selon lui, il est possible d'identifier toutes les sociétés dans leurs dimensions économiques comme se trouvant sur l'une des cinq catégories suivantes :

- La société traditionnelle basée sur l'agriculture ;
- La mise en place des conditions nécessaires pour le décollage (le prédécollage) ;
- Le décollage, l'investissement doit représenter au moins 10% du revenu national et quelques secteurs industriels doivent être développés ;
- La maturité, le développement est continu et les structures économiques apparaissent ;
- La consommation de masse pérennise le développement.

Rostow affirmait que les étapes n'étaient pas descriptives, qu'elles étaient une façon de généraliser les faits observables constatés de par le monde à propos de l'enchaînement des maillons du développement dans les pays dits modernes. Ces étapes ont une logique intrinsèque de continuité, poursuit-il et que par conséquent, elles constituent finalement une théorie générale de la croissance économique bien que présentant encore quelques partialités.

Cependant, les travaux de ROSTOW ont été critiqués sur plusieurs points de vue. D'après LONGATTE, J. et Cie (2001 : 486 – 487), citant l'économiste Lewis, le développement n'est possible que si la répartition des revenus est favorable au profit qui, seul permet de générer l'épargne nécessaire à l'investissement. Partageant le point de vue de Lewis, ces auteurs

considèrent que les économies en développement sont caractérisées par le dualisme ou la coexistence du secteur traditionnel (agriculture) et du secteur moderne (industriel). Le secteur traditionnel procure à l'autre une réserve de main d'œuvre peu coûteuse et rémunérée en dessous de sa productivité marginale. Ceux-ci viennent compenser les hausses du coût salarial engendrés par l'épuisement progressif de la réserve de main-d'œuvre disponible.

Rostow pensait qu'il suffit d'injecter de grosses sommes dans les économies traditionnelles en décollage pour leur faciliter de s'atteler au développement socio-économique. Les expériences enregistrées dans les pays producteurs de pétrole et de partout ailleurs ont montré que cette linéarité du développement ne peut être généralisée pour tous les pays.

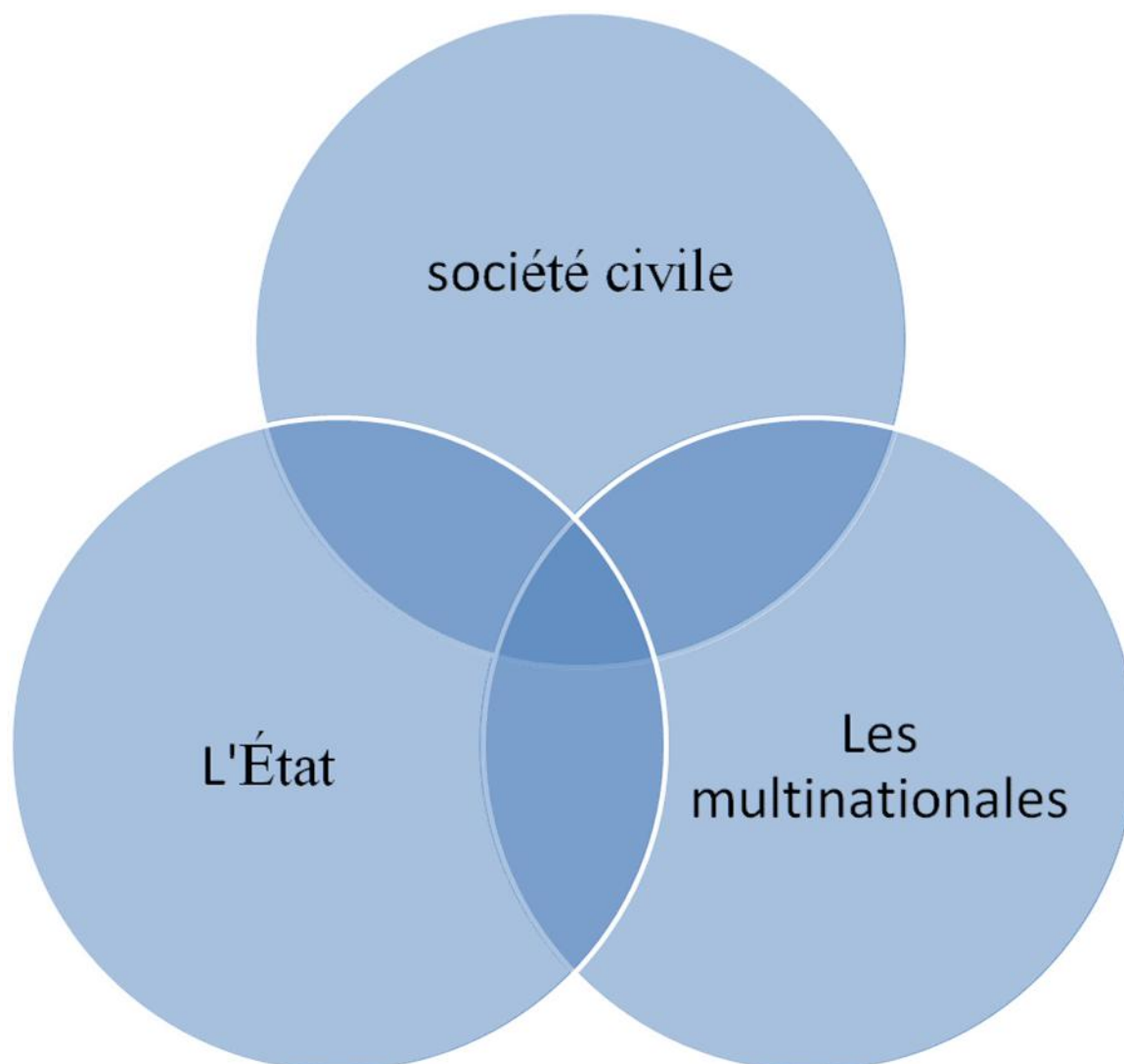
1.2.2.2. Méthode alternative de développement

Les recherches pour les stratégies alternatives du développement entrevoient une économie basée sur la solidarité. L'économie basée sur la solidarité est bâtie sur :

- Redistribution des ressources et des moyens de production ;
- Plein emploi pour tout le monde ;
- Justice universelle et solidarité ;
- Accès au pouvoir de décision, aux connaissances et au savoir-faire pour tout le monde ;
- Liberté d'expression et d'organisation pour tout le monde.

Dans ce genre de société, l'État, la Société civile, les entreprises privées et les entreprises multinationales se partagent le pouvoir de décision et prennent les grandes décisions concernant le futur social. La figure suivante illustre bien le cas.

Figure 4: Situation idéale du développement

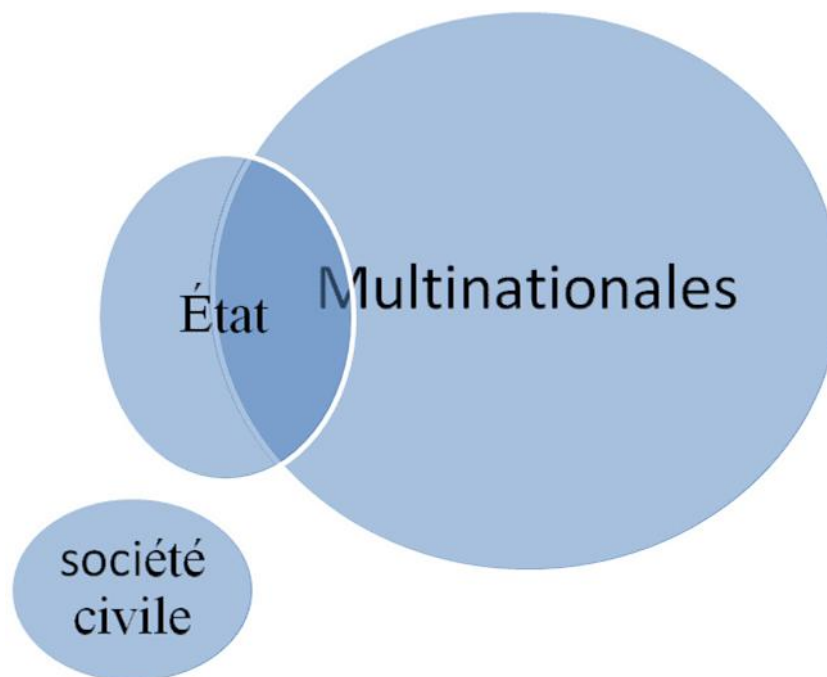


Source : VINCENT, F., *Alternative financing*, IRED, Genève, 1995, p. 7.

L'air de l'intersection représente la situation idéale traduisant le développement atteignable à travers l'égalité et la complémentarité dans la différence.

Malheureusement la société civile, notamment dans les pays en développement et dans quelques pays développés est parfois totalement marginalisée ; les multinationales et les États complotent et imposent leurs systèmes et s'acharnent pour s'opposer à ceux qui contredisent leurs impositions. L'argent étant la clé à laquelle ne résiste aucune serrure la situation est toute autre.

Figure 5: Connivence entre l'État et les multinationales, isolation et marginalisation de la société civile



Source : VINCENT, F., *Alternative financing*, IRED, Genève, 1995, p. 8.

La conséquence directe de cette situation la pauvreté, la dominance et la violence ; les organisations basées sur la communauté n'ont pas d'autres choix que de compter uniquement sur elles-mêmes.

1.2.2.3. Renforcement des organisations de développement, de leurs leaders et de leurs membres

Les stratèges idéalistes du développement utilisent le terme anglais *empowerment* (rendu souvent par émancipation) qui peut se traduire en français par le renforcement institutionnel, culturel, spirituel, social, économique, et politique (VINCENT, F., 1995 : 9).

D'après cet auteur ces stratèges s'appuient sur le postulat qu'en principe, le développement s'enracine dans une culture donnée et prend en compte les valeurs spirituelles et humaines comme référence. Le processus d'*empowerment* ne s'arrête pas donc à un seul individu, il implique la famille, les groupes locaux et régionaux, le pays et l'ensemble des pays.

Ce modèle de développement satisfait d'abord les besoins fondamentaux non-financiers et ensuite les besoins financiers. Les besoins fondamentaux non-financiers sont la capacité de se nourrir, d'avoir un abri décent et les soins médicaux. Progressivement ces besoins expriment les besoins à l'information, à l'éducation, à l'accès aux moyens de production, au respect de la dignité humaine et à la prise de décision.

1.2.3. Principes coopératifs

Traditionnellement, il y a 7 principes universellement reconnus comme étant les principes coopératifs. Cependant, RWABUTOGA, G., R. (2005 : 190-191) en décèle 6 qui sont essentiels aux pratiques coopératives effectives.

1.2.3.1. Adhésion volontaire ouverte à tous

Les coopératives sont des organisations des volontaires, ouvertes à toute personne capable d'user de leurs services et engagés à pouvoir assumer les responsabilités inhérentes à la qualité de membre sans discrimination aucune : genre, sociale, raciale, politique ou religieuse.

1.2.3.2. Organisation démocratique

Les coopératives sont des organisations démocratiques contrôlées par leurs membres participant activement à la mise en place des politiques et procédures ainsi qu'à la prise de décisions. Les hommes et les femmes en service au sein d'une coopérative sont responsables devant leurs pairs. Au sein des organisations primaires, les membres ont des droits de vote égaux: un homme, une voix. Comme dans les sociétés coopératives primaires, les unions des coopératives et organisations faîtières, l'administration doit être fondée sur les bases démocratiques formelles.

1.2.3.3. Participation à la croissance économique de la coopérative

Les membres d'une coopérative contribuent équitablement à la formation du capital de la coopérative et à son contrôle démocratique. Habituellement au moins, une partie de ce capital est une propriété commune de la coopérative. Les membres perçoivent habituellement des bénéfices limités de leur capital quand bien même il y en aurait, les surplus sont affectés à l'un des objectifs que sont le développement de leur coopérative, en créant par exemple des réserves dont une partie au moins restera indivisible ; la rémunération des membres de la coopérative en proportion de leurs participations aux activités de la coopérative ; l'appui aux autres activités approuvées par les membres.

1.2.3.4. Autonomie et indépendance de chaque société coopérative

Les coopératives sont des organisations autonomes et d'entraide contrôlées par leurs membres. Quand elles entrent en contrats avec d'autres organisations, y compris les gouvernements, l'augmentation du capital par les ressources extérieures, elles le font sur les bases qui sauvegardent le contrôle démocratique des membres et l'autonomie de la coopérative.

Lorsqu'une coopérative réalise des surplus ou des épargnes à la suite des activités, ces économies appartiennent à tous les membres de la coopérative et leur distribution doit se faire de manière qu'aucun membre ne gagne aux dépens de ses pairs. Cela doit être fait par une décision qui observe les critères suivants :

- La primauté revient aux activités de la coopérative ;
- En second lieu vient les services communs ;
- La distribution entre les membres doit se faire au prorata des services fournis individuellement.

1.2.3.5. Éducation, formation et information des membres

Les coopératives dispensent de l'éducation et de la formation à ses membres, les représentants élus, les gestionnaires, les employés afin de participer effectivement au développement de leur coopérative. Ils informent le grand public, notamment la jeunesse et les leaders d'opinion sur la nature et les bénéfices de leur coopération.

1.2.3.6. Entretien de relations de coopération entre les sociétés coopératives

Les coopératives ne servent le plus efficacement leurs membres qu'en consolidant le mouvement coopératif à travers des structures locales, nationales, régionales et internationales.

Comme nous y avons fait allusion précédemment ce sont ces 6 principes qui sont enracinés dans le mouvement coopératif caractéristique de la Communauté Est-Africaine et cela en vertu du cadre législatif qui s'y trouve. Cependant, il reste un dernier et septième principe jugé universel qui doit présider au fonctionnement des sociétés coopératives.

1.2.3.7. Prise en compte du développement de la communauté locale

En vertu de ce principe, les coopératives travaillent pour le développement durable de leurs communautés à travers des politiques approuvées par leurs membres (CHAVEZ, E., M., 2003 :3).

Tous ces principes sont repris par l'Art. 3 de la loi N ° 50/2007 du 18/09/2007 portant création, organisation et fonctionnement des Sociétés Coopératives au Rwanda : adhésion volontaire et ouverte à tous ; pouvoir démocratique exercée par les membres selon le principe « un membre, une voix » ; participation de chaque membre à la croissance économique de la coopérative ; autonomie et indépendance de chaque société coopérative ; éducation, formation et information des membres ; entretien de relation de coopération entre les sociétés coopératives ; prise en compte du développement de la communauté locale.

1.2.4. Vulnérabilité et santé

Dans l'ensemble les personnes vulnérables peuvent se répartir principalement en trois grandes catégories : les enfants et les femmes enceintes, les autochtones aux environnements présentant des risques, les aînés et les personnes physiquement faibles (Centre R. Samuel McLaughlin de l'Université d'Ottawa., *Populations vulnérables* (2005), [online], <http://www.hc-sc-gc.ca>., consulté le 10 Novembre 2011.

1.2.4.1. Enfants et femmes enceintes

Les enfants sont plus vulnérables à certains risques environnementaux que les adultes en raison de leur famille, de leur physiologie, de leurs comportements, de l'immaturation et leurs organes et de leurs connaissances limitées.

Dans l'utérus, le fœtus peut être exposé à un certain nombre de contaminants capables de pénétrer dans le placenta et de causer des anomalies du développement, notamment au niveau du système nerveux central, dont le développement est particulièrement délicat. Selon le stade de la grossesse, les effets de l'exposition à un contaminant peuvent se révéler très graves, à la fois pour la mère et le fœtus.

Il importe de rappeler qu'après la naissance, les contaminants environnementaux peuvent également être présents dans le lait maternel. L'allaitement au sein demeure cependant la

meilleure façon de nourrir un bébé et est fortement recommandé. Les recherches montrent que les bienfaits du lait maternel l'emportent sur le risque d'exposition aux contaminants qu'il peut contenir. Il est de plus en plus reconnu que les contaminants environnementaux sont des facteurs qui contribuent à l'apparition de bon nombre des principales causes de maladies, d'hospitalisation et de décès chez les jeunes, notamment :

- Les intoxications ;
- Les décès intra-utérin ;
- Le retard de croissance intra-utérin ;
- L'accouchement prématuré ;
- Les malformations congénitales ;
- Le retard de croissance pendant l'enfance ;
- Le retard par rapport aux étapes normales de développement tel que l'âge auquel l'enfant commence à s'asseoir, à marcher, à parler, etc. ;
- Les déficits cognitifs ;
- Les problèmes de comportements ;
- Les problèmes de rendement scolaire ;
- L'asthme ;
- Le cancer ;
- La diminution de la fertilité.

1.2.4.2. Autochtones aux environnements présentant des risques

Certaines populations autochtones, suivant leurs modes de vie traditionnels, sont exposées à des contaminants multiples. Elles font face à un certain nombre de problèmes de santé environnementale, notamment l'accès à des logements adéquats exempts de contaminants environnementaux, des approvisionnements sûrs en eau potable et en vivres traditionnels, et divers effets liés au changement climatique.

1.2.4.3. Personnes âgées et celles physiquement faibles

À mesure que les êtres humains vieillissent ou qu'ils deviennent de plus en plus rongés par les contaminations, ils risquent davantage d'éprouver différents problèmes de santé et ils deviennent ainsi des vulnérables. Le corps humain d'une personne âgée renferme la somme des contaminants environnementaux accumulés sur toute la vie et bon nombre de ces contaminants peuvent persister dans l'organisme pendant des décennies. Cette charge corporelle plus élevée de contaminants environnementaux, conjuguée aux sensibilités des personnes âgées ou des personnes malades accroît la vulnérabilité aux dangers présent et à venir.

1.2.4.4. Facteurs prédictifs de la vulnérabilité

Quatre facteurs prédisent la vulnérabilité de personnes : la situation sociale, les symptômes internes, les comportements externes et la consommation de substances. La situation sociale décrit les éléments tels que les parents, la famille comme les familles monoparentales, les parents divorcés, séparés, père et/ou mère inconnus, classes sociales, etc. les symptômes internes portent sur les éléments tels que le caractère : dépressif, angoisses, suicidalité, etc. Le comportement externe comprend cinq variables suivantes : agressivité, comportement antisocial, problèmes socio-économiques, difficultés de concentration et d'hyperactivité. La consommation de substances porte sur les produits tels que l'alcool, le tabac, les drogues, etc. (MEILI, B. et al., 2005 : 49)

CHAPITRE 2 : PRÉSENTATION DU MILIEU D'ÉTUDE ET MÉTHODOLOGIE UTILISÉE

Dans les deux sections de ce chapitre, nous avons d'abord présenté le milieu d'étude et ensuite la démarche méthodologique qui a été utilisée dans notre recherche.

2.1. Présentation du milieu d'étude

Les cinq secteurs dans lesquels nous avons effectué notre enquête se trouvent dans le district Musanze. La présentation reprise ci-après porte sur la situation géographique et de la démographie du district de Musanze et plus précisément la zone cible de la recherche.

2.1.1. Caractéristiques du District Musanze

Créé par la loi n°29/2005 du 23/12/2005, portant organisation des Entités Administratives de la République du Rwanda, relative au nombre et aux limites des Districts, le District de Musanze est le résultat de la fusion des anciennes entités administratives suivantes : l'ancienne ville de Ruhengeri, l'ancien District de Busogo, l'ancien District de Kinigi, 14 secteurs de l'ancien District de Bugarura et 3 secteurs de l'ancien District de Bukamba (District Musanze, 2007 : 7). D'une superficie de 530.4 km² dont 60 km² du Parc National des Volcans et 28 km² du lac Ruhondo, le District Musanze est délimité:

- Au nord : l'Uganda et la R.D.C par le Parc National des Volcans ;
- Au sud : le District de Gakenke ;
- À l'est : le District de Burera ;
- À l'ouest: le District de Nyabihu.

Le District de Musanze compte 15 secteurs administratifs, 68 cellules et 432 villages communément appelés *Imidugudu*, comme le montre le tableau ci-après :

Tableau 2: Unités administratives du District de Musanze

Secteur	Gashaki	Remera	Rwaza	Gacaca	Muhoza	Cyuve	Kinigi	Nyange	Nkotsi	Muko	Musanze	Kimonyi	Busogo	Shingiro	Gataraga	Total
Cellules	4	5	5	4	4	6	5	5	5	4	5	4	4	4	4	68
Villages	2 4	2 4	27	2 3	26	40	2 8	43	27	24	2 7	19	28	25	20	432

Source : District Musanze, *Plan de Développement du District 2008-2012*, Musanze, 2007, p. 7

2.1.2. Données démographiques

Selon les prévisions du District de Musanze, la population du District de Musanze est estimée à 2,8% en 2007. Selon ces prévisions et avec l'introduction des mécanismes assez puissants en planning familial comme les échanges et dialogues à travers le programme Ubudehe, la sensibilisation à tous les niveaux concernés tels que la famille, les jeunes, les filles-mères, etc., accès aux moyens de planning familial, incitation aux engagements personnels et familiaux dans le cadre de la régulation des naissances, ce taux devrait aller en baissant jusqu'à 2,5% en 2012, toute chose étant égale par ailleurs.

Toujours d'après les précisions de ces prévisions, la descendance finale moyenne en 2007 était estimée à 6,5 (il s'agit du nombre d'enfants par femme reproductive). La vision du pays est celle d'arriver à amener cette moyenne à 3. S'il est vrai que cela implique une série d'efforts, il va sans dire que ce rythme de croissance reste le passage obligé pour arriver à changer favorablement les conditions socio-économiques de la population et cela de façon sûre et durable. Dans ce cadre de la décentralisation, l'évolution démographique était planifiée ainsi:

Tableau 3: Projection de la population de Musanze de 2007 à 2012

Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Secteurs	augmentation 2,8%		2,6%		2,5%	
Remera	19.336	19.877	20.394	20.924	21.448	21.984
Kimonyi	12408	12.755	13.087	13.427	13.763	14.107
Muhoza	36753	37.782	38.764	39.772	40.767	41.786
Musanze	27127	27.887	28.612	29.356	30.089	30.842
Muko	16212	16.666	17.099	17.544	17.982	18.432
Nkotsi	12886	13.247	13.591	13.945	14.293	14.651
Gataraga	20303	20.871	21.414	21.971	22.520	23.083
Busogo	15795	16.237	16.659	17.093	17.520	17.958
Shingiro	18155	18.663	19.149	19.646	20.138	20.641
Cyuve	30493	31.347	32.162	32.998	33.823	34.669
Kinigi	22271	22.895	23.490	24.101	24.703	25.321
Nyange	24235	24.914	25.561	26.226	26.882	27.554
Gashaki	13391	13.766	14.124	14.491	14.853	15.225
Rwaza	23058	23.704	24.320	24.952	25.576	26.215
Gacaca	21819	22.430	23.013	23.611	24.202	24.807
Total	314 .242	323.041	331.440	340.057	348.559	357.273

Source : District Musanze, *Plan de Développement du District 2008-2012*, Musanze, 2007, p. 11

Ainsi, d'après ces prévisions, les taux d'augmentation sont estimés à 2,8% de 2007 à 2008, de 2,6% de 2009 à 2010 et de 2,5% de 2011 à 2012. Ainsi, suivant ces estimations il apparaissait qu'en 2012 la population de Musanze connaîtrait une augmentation de près de 43.031 personnes, vraisemblablement à majorité jeune. Les stratégies s'imposaient en termes de formation et information de la population toute catégories confondues, d'introduction de nouvelles infrastructures comme les locaux de classes, les terrains de jeux et de sport, spécialisation et

professionnalisation des clubs culturels, etc. ainsi que de création d'emplois générateurs de revenus à valeur ajoutée plus intéressante.

2.1.3. Présentation de la zone abritant la population d'étude

Notre recherche s'est effectuée dans les 5 secteurs administratifs du District de Musanze. Ces secteurs sont respectivement Musanze, Shingiro, Nyange, Kinigi, Cyuve. Dans l'ensemble, le district de Musanze est composé de 15 Secteurs administratifs, les autres secteurs sont Muhoza, Gashaki, Remera, Rwaza, Gacaca, Nkotsi, Muko, Kimonyi, Busogo et Gataraga.

Au Rwanda, dans la dynamique actuelle de la gestion du problème du SIDA, les efforts politiques ont exhorté les personnes sidaïques à se regrouper dans les coopératives et/ou associations. Ces associations sont assistées et encadrées par plusieurs autres organisations possédant des expertises dans les domaines variés comme le counseling, etc. Nous avons repéré 19 associations des sidaïques encadrées par la Coopérative Abanyamurava.

La Coopérative Abanyamurava a été fondée le 31 Janvier 1995 à l'initiative des 12 membres fondateurs qui ont exprimé la volonté d'unir leurs forces en vue de résoudre leurs problèmes socio-économiques communs. Son siège est situé dans le Village Nganzo, Cellule Rwebeya, Secteur Cyuve, District Musanze, Province du Nord, République du Rwanda (Coopérative Abanyamurava, 2009). Le statut juridique est celui d'une association coopérative, reconnue au niveau national. Elle a 36 membres dont 12 fondateurs et 24 adhérents. Ses activités comptent au moins 500 bénéficiaires dont un grand nombre de femmes. La Coopérative Abanyamurava a été enregistrée sous le N° 041/07/2001 dans l'ex-Province de Ruhengeri. Elle a été agréée en date du 31 Janvier 2004 et a obtenu un certificat d'agrément provisoire N° 2158/07.19 du 13/12/2005. Elle a obtenu le prix de la Commission Nationale de Lutte contre le SIDA (CNLS) en date du 28 Février 2008. Elle est membre du Réseau Rwandais des Personnes vivant avec le VIH/SIDA et du Réseau des Acteurs de Développement du District de Musanze (RADEM). Parmi les problèmes de premier ordre que la coopérative Abanyamurava a voulu résoudre, il y a les problèmes de violence basées sur le genre, les violences faites aux enfants, les problèmes de pauvreté, les problèmes d'orphelinat, la pandémie du SIDA et toutes les autres formes de vulnérabilités socio-économiques. Nous nous sommes intéressés au réseau des associations de personnes sidéennes couvert par la Coopérative Abanyamurava.

Tableau 4: Réseau des PVV couvert par la Coopérative Abanyamurava

N°	Secteurs	Cellules	Associations	Effectifs encadrés par genre		Total
				F	H	
1	Cyuve	Rwebeya	Abateramahoro	14	6	20
		Bukinyana	Tuzamurane	15	5	20
		Buruba	Tuzamurane	14	6	20
2	Kinigi	Nyonirima	Dufitubumwe	14	6	20
		Nyabigoma	Twaranyuzwe	15	5	20
		Kampanga	Duhumurizanye	14	6	20
3	Musanze	Nyarubuye	Ingaboyubuzima	16	4	20
		Kabazungu	Abakundana	15	5	20
		Garuka	Izere	18	2	20
			Twite ku buzima	15	5	20
		Rwambogo	Icyizere	15	5	20
		Cyabagarura	Ubuzima bwiza	15	5	20
4	Nyange	Cyivugiza	Twuzuzanye	15	5	20
		Muhabura	Girubuzima	14	6	20
		Kabeza	Tubumbatire ubuzima	15	5	20
5	Shingiro	Mugari	Ibyiringiro	17	3	20
		Kibuguzo	Ibyiringiro	16	4	20
		Gakingo	Ibyiringiro	15	5	20
Total				272	88	360

Source : Coopérative Abanyamurava, *Rapport semestriel du 31 Décembre 2010*, Cyuve, 2011

2.2. Techniques et méthodes de recherche utilisées

Dans la conduite de ce travail de recherche, nous avons utilisé les techniques et les méthodes scientifiques ci-après :

2.2. 1. Techniques

Une technique est un ensemble de procédés opératoires rigoureux, bien définis, transmissibles et susceptibles d'être appliqués à nouveau dans les mêmes conditions, adaptés au genre de problèmes et phénomènes sous l'étude (GRAWITZ, M., 2004, 362).

Au cours de notre travail de recherche, nous avons utilisé les techniques suivantes : la technique documentaire, la technique d'enquête par questionnaire, la technique d'échantillonnage, la technique d'interview et la technique d'observation.

2.2.1.1. Technique documentaire

Notre recherche a fait recours à la consultation de plusieurs documents relatifs au sujet de recherche. La consultation des documents a également visé les archives et les écrits de la Coopérative Abanyamurava.

2.2.1.2. Technique d'enquête par questionnaire

Le questionnaire sert à interroger un certain nombre d'individus choisis, à un moment donné, selon les critères préalablement fixés dans un modèle d'échantillonnage et il est construit en fonction des thèmes particuliers (SELLITZ, C. 2003: 45).

Le questionnaire nous a aidé dans la collecte des données primaires sur les femmes vivant avec le VIH SIDA bénéficiant des interventions de la Coopérative Abanyamurava.

2.2.1.3. Technique d'échantillonnage

Un échantillon est un sous-ensemble de la population étudiée, prélevée de façon à conserver les caractéristiques principales de la population mère : sexe, âge, niveau d'étude, etc. (BRÉMOND, J. et al., 2002 : 209)

Nous avons tiré un échantillon parmi les femmes vivant avec le VIH SIDA bénéficiant des interventions de la Coopérative Abanyamurava. Selon BORDENS, K., S. et Cie (2006 : 256-257), le chercheur considère deux choses en procédant à la détermination de la taille de

l'échantillon. La première chose qu'il doit considérer est de prévoir un intervalle de confiance, c'est-à-dire un intervalle contenant des individus acceptable jusqu'à un certain pourcentage. Ce pourcentage que certains auteurs appellent probabilité est représenté par P .

La deuxième chose que le chercheur doit considérer c'est la marge d'erreur représentée par SE_p .

Après avoir déterminé cela, la taille de l'échantillon à tirer est alors $n' = \frac{P'(1-P')}{[SE_p][SE_p]}$ où n est la

taille de l'échantillon, P la probabilité de se trouver dans l'intervalle de confiance et SE_p est la marge d'erreur. Pour notre étude, nous avons choisi un intervalle de confiance de 90% et nous nous sommes fixés une marge d'erreur de 0,03.

Ainsi en appliquant la formule nous avons trouvé $n' = \frac{0,9(1-0,9)}{[0,03][0,03]} = 100$.

Selon RUBIN, E. et Cie (2008 :354), la stratification n'est pas une méthode alternative en soi, c'est une éventuelle modification des méthodes utilisées en vue d'assurer la représentativité. Cette technique permet d'avoir la plus grande représentativité en vue de prévenir les grandes marges d'erreur.

Ainsi, pour assurer la représentativité de chaque unité, nous avons procédé au tirage d'un échantillon stratifié. L'échantillon stratifié a été tiré sur base de deux critères suivants : secteurs administratifs dans lesquels nous avons effectué notre enquête et le genre. Le tableau suivant reprend cet échantillonnage stratifié.

Tableau 5: Taille de l'échantillon stratifié

N°	Secteurs	Cellules	Associations	Échantillon stratifié		Total
				F	H	
1	Cyuve	Rwebeya	Abateramahoro	4	2	6
		Bukinyana	Tuzamurane	4	1	5
		Buruba	Tuzamurane	4	2	6
2	Kinigi	Nyonirima	Dufitubumwe	4	2	6
		Nyabigoma	Twaranyuzwe	4	1	5
		Kampanga	Duhumurizanye	4	2	6
3	Musanze	Nyarubuye	Ingaboyubuzima	5	1	6
		Kabazungu	Abakundana	4	1	5
		Garuka	Izere	5	1	6
			Twite ku buzima	4	1	5
		Rwambogo	Icyizere	4	1	5
		Cyabagarura	Ubuzima bwiza	4	1	5
4	Nyange	Cyivugiza	Twuzuzanye	4	1	5
		Muhabura	Girubuzima	4	2	6
		Kabeza	Tubumbatire ubuzima	4	1	5
5	Shingiro	Mugari	Ibyiringiro	5	1	6
		Kibuguzo	Ibyiringiro	5	1	6
		Gakingo	Ibyiringiro	5	1	6
Total				77	23	100

Source : Coopérative Abanyamurava, *Rapport semestriel du 31 Décembre 2010*, Cyuve, 2011

Ainsi, dans l'échantillon stratifié, nous avons enquêté 77 femmes et 23 hommes.

2.2.1.4. Technique d'interview

L'interview est un procédé d'investigation scientifique qui utilise un processus de communication verbale pour recueillir les informations en rapport avec le sujet (SELLITZ, 2003 : 45). Nous avons mené une interview avec les responsables de la Coopérative Abanyamurava.

2.2.1.5. Technique d'observation

L'observation constitue la plus importante des techniques utilisées pour recueillir les données nécessaires à un travail de sociologie puisqu'elle permet un contact direct de l'enquêteur avec son terrain et lui suggère des idées nouvelles (MULUMBATI, N., : 1980 : 26).

La technique d'observation nous a aidé lors des visites et des descentes sur terrain chez les femmes vivant avec le VIH/SIDA bénéficiant des interventions de la Coopérative Abanyamurava.

2.2.2. Méthodes

Une méthode est un ensemble des opérations intellectuelles par lesquelles une discipline cherche à atteindre les vérités qu'elle poursuit, les démontre et les vérifie (GRAWITZ, M., 2004 : 351). Au cours de notre recherche nous avons utilisé la méthode analytique, la méthode statistique et la méthode synthétique.

2.2.2.1. Méthode analytique

La méthode analytique consiste d'une part à analyser systématiquement toutes les informations ainsi que les données récoltées en insistant beaucoup sur chaque cas, sur chaque élément d'un tout, en considérant les choses dans leurs éléments plutôt que dans leur ensemble (KAIS, L., *Méthodologie de recherche* (2007), [online], <http://www.oboulo.com>., consulté le 12 Mars 2011).

Toutes les données recueillies ont été systématiquement analysées pour faciliter les interprétations et pour en tirer des conclusions scientifiques se rapportant aux objectifs de recherche.

2.2.2.2. Méthode statistique

La méthode statistique consiste à convertir les données dans des tableaux et graphiques. Elle consiste également à quantifier et à chiffrer les résultats de la recherche. Ensuite, elle permet de présenter ces résultats sous forme de graphiques, de tableaux et de schémas (KAIS, L., *Méthodologie de recherche* (2007), [online], <http://www.oboulo.com>., consulté le 12 Mars 2011).

Nous avons collecté des données chiffrées et nous avons présenté les résultats dans des tableaux statistiques.

2.2.2.3. Méthode synthétique

La méthode synthétique consiste à donner une vision globale des éléments en un ensemble cohérent (KAIS, L., *Méthodologie de recherche* (2007), [online], <http://www.oboulo.com>., consulté le 12 Mars 2011).

Cette méthode nous a permis de faire une mise en commun des résultats de nos analyses et d'en faire des conclusions permettant d'avoir une vision globale de nos recherches.

CHAPITRE 3 : PRÉSENTATION, ANALYSE DES DONNÉES ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS

Les résultats présentés dans ce chapitre sont issus d'une enquête que nous avons effectuée parmi les personnes vivant avec le VIH/SIDA encadrées par la Coopérative Abanyamurava. Ils sont également issus d'une interview que nous avons eue avec le coordinateur de cette coopérative. Ils sont issus enfin d'une observation personnelle lors des descentes parmi les enquêtés.

3.1. Implication de la Coopérative Abanyamurava dans l'élaboration des projets de développement en faveur des PVV

D'après un entretien que nous avons eu avec le coordinateur de la Coopérative Abanyamurava, cette coopérative s'est impliquée dans les activités d'encadrement des personnes vivant avec VIH/SIDA depuis 2001. Ces informations ont été recoupées par celles issues de l'enquête.

Tableau 6: Durée d'encadrement de la coopérative Abanyamurava parmi les enquêtés

Début d'encadrement	Effectifs	Pourcentage
2005	24	24%
2006	16	16%
2007	39	39%
2008	14	14%
2009	7	7%
Total	100	100%

Source : Notre résultat d'enquête, Novembre 2011

La plupart des enquêtés ont commencé à bénéficier de l'encadrement de la Coopérative Abanyamurava bien avant 2008. La totalité de ceux qui avaient commencé à bénéficier de l'encadrement de la coopérative Abanyamurava bien avant 2008 s'élève à 79% des enquêtés.

Cela signifie que la coopérative Abanyamurava dispose d'une expérience dans les activités d'encadrement des personnes vivant avec le VIH/SIDA.

3.1.1. Implication de la Coopérative Abanyamurava dans l'intermédiation des projets de développement en faveur des PVV

D'après les informations recueillies au moyen d'un entretien avec le coordinateur de la Coopérative, cette coopérative a commencé par faire la plaidoirie.

Photo 1: Séance de sensibilisation des autorités locales pour demander l'autorisation de démarrage des activités



Source : Coopérative Abanyamurava, *Rapport annuel des activités 2009*, Décembre 2009, p. 45.

En date du 29/09/2009 dans le secteur Shingiro, il y a eu le lancement des activités financées par le *global fund* au niveau de la communauté dans le secteur Shingiro. Étaient présents dans la réunion, le secrétaire exécutif du secteur Shingiro, les secrétaires exécutifs des Cellules du secteur Shingiro et les autorités locales.

Le secrétaire exécutif du secteur Shingiro dans son allocution a remercié les participants dans ce réunion et a remercié également le *global fund* pour son soutien à la population rwandaise en générale et le district de Musanze en particulier. Il a souligné que la réussite des activités lancées aujourd'hui proviendra de la collaboration de différentes institutions entre autre les autorités de base plus particulièrement celles des secteurs cibles par le projet *global fund round7*.

La coopérative Abanyamurava commence par s'introduire auprès des autorités locales, en l'occurrence les secrétaires exécutifs des secteurs, pour demander l'autorisation de démarrer les activités. C'est après des réunions ad hoc que la coopérative Abanyamurava descend vers la population. Lors de l'enquête, la population a reconnu ce fait et nous a informés que la Coopérative Abanyamurava les aide à élaborer des projets générateurs de revenu.

Les personnes enquêtées soumettent des projets à la Coopérative Abanyamurava et celle-ci les a soumis à son tour au bailleur de fonds. D'autre part, il y a des projets où les agents de la coopérative Abanyamurava viennent s'entretenir avec les enquêtés sur leurs besoins et, par après et sur base des données de l'entretien, élaborent des projets en faveur des PVV. Le coordinateur de la Coopérative Abanyamurava nous a confirmé que c'est la forme d'intervention la plus dominante puisque tous les PVV encadrés par la Coopérative Abanyamurava sans exception (100%) ne maîtrise pas l'élaboration des projets de développement. Nous avons par après demandé aux enquêtés les différentes formes de financement dont ils ont bénéficié.

Ainsi, tous les enquêtés ont pu réussir à obtenir des financements sous forme de vaches ou de monnaie liquide, laquelle monnaie a été par la suite investie dans l'acquisition des terrains agricoles. Les destinations dont ont été faits les financements provenant du Fonds Mondial (*Global Fund* en Anglais) relayés par la coopérative Abanyamurava de 2008 à 2011 ont permis d'acquérir 100 vaches de race Frisone et 6 terrains d'exploitations agricoles.

Selon un entretien que nous avons eu avec le coordinateur de la coopérative Abanyamurava, la totalité des financements reçus depuis 2008 à 2010 sont repris dans le tableau ci-après :

Tableau 7: Financements reçus par les PVV via l'intermédiation de la coopérative Abanyamurava

Année	Montants de financements reçus en Frw
2008	7.618.289
2009	13.838.994
2010	117.610.241
Total	139.067.524

Source : Notre résultat d'enquête, Novembre 2011

Ainsi selon l'entretien que nous avons eu avec le coordinateur de la coopérative Abanyamurava, la totalité des financements reçus au cours de la période couverte par notre étude est 139.067.524 Frw. Selon toujours ses précisions, ces financements relayés par la coopérative Abanyamurava ont profité aux PVV se trouvant dans les 5 secteurs administratifs que sont Musanze, Shingiro, Nyange, Kinigi et Cyuve.

3.1.2. Destinations des financements reçus

Toujours selon ses affirmations, la forme choisie par la coopérative Abanyamurava est la copropriété, ou en d'autres termes la possession partagée du bien réel par plusieurs PVV. Dans cette dynamique, la coopérative a acheté 7 vaches frisonnes en 2008, 13 vaches en 2009 et 80 vaches avec 6 champs d'exploitation agricole en 2010. Le prix d'acquisition des vaches frisonnes est de 1.000.000 Frw et celui des champs d'exploitation agricole 5.000.000 Frw. Au total, la coopérative Abanyamurava a permis d'acquérir 100 vaches de race Frisone et 6 terrains d'exploitations valant en tout 130.000.000 Frw au cours de la période couverte par cette étude. La stratégie de gestion de ces acquisitions est la copropriété. Les produits laitiers ou agricoles sont soit partagés en nature ou en argent après vente. Une vache Frisone est copossédée par 3 individus et un champ d'exploitation agricole est copossédé par 10 individus.

Photo 2: Copropriété d'une vache avec son veau donnée en 2009 aux PVV encadrées par la coopérative Abanyamurava



Source : Coopérative Abanyamurava, *Rapport annuel des activités 2009*, Décembre 2009, p. 42.

Dans l'ensemble, les PVV qui ont reçus des vaches se partagent les activités pastorales incluant la recherche du fourrage, le nettoyage des étables, etc. Les produits laitiers sont soit partagés en nature ou en argents après vente.

Photo 3: Copropriété d'une exploitation agricole des PVV encadrées par la coopérative Abanyamurava



Source : Coopérative Abanyamurava, *Rapport annuel des activités 2009*, Décembre 2009, p. 47.

Comme pour les vaches la copropriété des exploitations agricoles compte 10 personnes qui cultivent les cultures de toutes sortes et se partagent les rentrées monétaires provenant des produits agricoles.

3.2. Contribution des financements reçus pour l'amélioration des conditions socio-économiques

Lors de notre enquête, nous avons voulu enquêter sur les améliorations des conditions socio-économiques des projets bénéficiés parmi les PVV enquêtées. Le tableau suivant en donne les détails.

Tableau 8: Reconnaissance de l'amélioration des conditions socio-économiques à la suite de ces financements et aides reçues

Réponses	Effectifs	Pourcentage
Oui	94	94%
Non	6	6%
Total	100	100%

Source : Résultats de notre enquête, Novembre 2011

D'après les résultats du tableau ci-dessus, une écrasante majorité des enquêtés a reconnu avoir bénéficié des projets financés par l'intermédiation de la coopérative Abanyamurava. Il s'agit de 94% des enquêtés contre 6% qui ont nié des améliorations socio-économiques quelconques. Pour cela, nous leur avons demandé quelles sont les améliorations socio-économiques qu'ils ont enregistrées. C'est l'objet du tableau suivant.

Tableau 9: Indicateurs socio-économiques des améliorations parmi les enquêtés

Indicateurs	Effectifs	Pourcentage
Recueillement	100	100%
Augmentation des revenus mensuels	100	100%
Bonne alimentation	96	96%
Habillement décent	89	89%
Facilité de paiement des frais de scolarité des enfants	78	78%
Facilité de paiement des frais de la mutuelle de santé	100	100%
Amélioration de l'habitat	67	67%

Source : Résultat de notre enquête, Novembre 2011

Comme les résultats de ce tableau le montrent, les projets financés ont permis d'améliorer les conditions socio-économiques. Tout d'abord, les PVV sont parvenus à se recueillir à 100%, toutes, c'est-à-dire 100%, sont parvenus à augmenter les revenus mensuels, 96% sont parvenus à augmenter l'alimentation, 78% ont acquis des facilités de paiement des frais de scolarité des enfants, 100% des facilités de paiement des frais de la mutuelle de santé, et enfin 67% sont parvenus à améliorer leur habitat.

CONCLUSION GÉNÉRALE ET SUGGESTIONS

L'objectif principal de cette recherche est de montrer la contribution de l'intermédiation du financement du développement sur l'amélioration des conditions des vulnérables. Les objectifs spécifiques assignés à ce travail de recherche sont les suivants :

- Évaluer les initiatives de la Coopérative Abanyamurava en faveur des femmes vivant avec le VIH/SIDA se trouvant dans sa zone d'action.
- Inventorier toutes les interventions relayées par la Coopérative Abanyamurava en faveur des femmes vivant avec le VIH/SIDA se trouvant dans sa zone d'action.
- Montrer la contribution de ces interventions à l'amélioration des conditions socio-économiques des femmes vivant avec le VIH/SIDA se trouvant dans la zone d'action de la Coopérative Abanyamurava.

Nous sommes partie de deux questions de recherche suivantes :

- L'implication de la Coopérative Abanyamurava dans l'élaboration des projets de développement en faveur des femmes vivant avec le VIH/SIDA favorise-t-elle la prise en compte de vraies dimensions de leurs besoins ?
- L'implication de la coopérative Abanyamurava contribue-t-elle à l'amélioration des conditions socio-économiques des bénéficiaires?

Dans le but d'apporter des réponses aux questions posées dans la problématique, les hypothèses suivantes ont été formulées :

- L'implication de la Coopérative Abanyamurava dans l'élaboration des projets de développement en faveur des femmes vivant avec le VIH/SIDA favorise la prise en compte de vraies dimensions de leurs besoins.
- L'implication de la coopérative Abanyamurava contribue à l'amélioration des conditions socio-économiques des bénéficiaires.

En plus de l'introduction générale et la conclusion générale, ce travail de recherche est subdivisé en trois chapitres. Le premier chapitre présentera le cadre conceptuel et théorique. Le deuxième chapitre a été consacré à la présentation du milieu d'étude et la méthodologie utilisée. Le

troisième chapitre, lui, était consacré à la présentation des données, analyse et interprétation des résultats.

Nous avons utilisé les techniques documentaires, d'enquête par questionnaire, d'échantillonnage, d'interview et d'observation. Nous avons également utilisé les méthodes analytique, statistique et synthétique.

Les résultats de la recherche ont montré que tous les enquêtés (100%) ne maîtrisaient pas l'élaboration des projets de développement. Avec l'intermédiation de la coopérative Abanyamurava les PVV ont pu bénéficier des financements reçus du Fonds Mondial qui leur ont permis d'acquérir 100 vaches de race Frisones et 6 terrains d'exploitations agricoles valant en tout 130.000.000 Frw au cours de la période couverte par cette étude.

La stratégie de gestion de ces acquisitions est la copropriété. Les produits laitiers ou agricoles sont soit partagés en nature ou en espèces après vente. Une vache frisone est copossédée par 3 individus et un champ d'exploitation agricole est copossédé par 10 individus.

Cela nous a permis de vérifier et confirmer la première hypothèse de la recherche selon laquelle l'implication de la Coopérative Abanyamurava dans l'élaboration des projets de développement en faveur des femmes vivant avec le VIH/SIDA favorise la prise en compte de vraies dimensions de leurs besoins.

En plus, les résultats de recherche ont montré qu'une écrasante majorité des enquêtés a reconnu avoir bénéficié des projets financés par l'intermédiation de la coopérative Abanyamurava, soit 94%. Ils ont montré que les PVV sont parvenus à s'accepter à 100%, toutes, c'est-à-dire 100%, sont parvenus à augmenter les revenus mensuels, 96% sont parvenus à augmenter l'alimentation, 78% ont acquis des facilités de paiement des frais de scolarité des enfants, 100% des facilités de paiement des frais de la mutuelle de santé, et enfin 67% sont parvenus à améliorer leur habitat.

Voilà ce qui nous a permis de vérifier et confirmer la deuxième hypothèse de la recherche selon laquelle l'implication de la coopérative Abanyamurava contribue à l'amélioration des conditions socio-économiques des bénéficiaires.

En vertu de ce qui précède nous affirmons que les deux hypothèses ont été vérifiées et que nous avons atteint les objectifs de la recherche. Qu'il nous soit alors permis de formuler les suggestions suivantes :

À la coopérative Abanyamurava

- Continuer d'assurer l'intermédiation financière au profit des PVV
- Étendre l'intermédiation financière aux autres groupes défavorisés

Aux bénéficiaires des actions de la coopérative Abanyamurava

- Continuer de bénéficier des services de la coopérative Abanyamurava
- Multiplier les domaines d'exploitation des financements reçus de la coopérative Abanyamurava

Aux futurs chercheurs

- Réfléchir et mener des recherches sur la contribution des intermédiations financière sur l'autonomisation financière des vulnérables.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

1. APPLEBY, R., C., *Modern Business Administration*, Prentice Hall, London, 1994.
2. BORDENS, K., S. and ABBOTT, B., B. *Research design and methods*, Tata McGraw Hill Limited, New Delhi. 2005
3. BOYER, A. et al., *Les fondamentaux de l'entreprise*, Éditions d'Organisation, Paris, 2005.
4. BRÉMOND, J. et al., *Dictionnaire des sciences économiques et sociales*, Hatier, Paris, 2002.
5. CHAMBERS, R., *Rural Development: Putting the last first*, Longman, London, 1990.
6. GRAWITZ, M., *Méthodes des Sciences Sociales*, 4^{ème} édition, Dalloz, Paris, 2004.
7. HILEMAN, M. et Cie, *The wheels of trade: Developing Markets for Business Services*, Intermediate Technology Publications, London, 2000.
8. JHINGAN, M., L., *The Economics of Development and Planning*, 39th edition, Haryana, New Delhi, 2007.
9. LONGATTE, J. et Cie, *Économie générale*, Dunod, Paris, 2001.
10. KABBAJ, O., *Mondialisation et développement en Afrique*, Economica, Paris, 2003.
11. MALCOLM, G. et al., *Économie du développement*, De Boeck, Bruxelles, 1998.
12. MEILI, B. et al., *Comportements à risques et vulnérabilité*, OFSP, Berne, 2002.
13. MUCHIELLI, R., *le questionnaire dans l'enquête psychosociale*, E.S.F, Paris, 1984.
14. MULUMBATI, N., *Manuel de sociologie générale*, éditions Africa, Lubumbashi, 1980.
15. ROSTOW, W., W., *The stages of Economic Growth, a non-communist manifesto*, Cambridge University Press, London, 1960.
16. RUBIN, A. et Cie, *Research Methods for Social Work*, Thomson Brooks/Cole, Belmont, 2008.

17. RWABUTOGA, G., R., *Comprehensive Commerce*, EAEP, Kampala, 2005.
18. SELLITZ, C., *Les Méthodes de recherche en science sociales*, Montréal, HRW, 2003.
19. TODARO, M., P., *Economics for developing world*, Longman, London, 1988.
20. VINCENT, F., *Alternative financing*, IRED, Genève, 1995.

DICTIONNAIRES

21. BROWN, K. et al., *Oxford Student's Dictionary of English*, OUP, New York, 2007.
22. FITCH, T., *Dictionary of Banking Terms*, Barrons's, Ontario, 2000.
23. REY, A. et al., *Le Petit Robert*, Les Dictionnaires Robert, Montréal, 1991.
24. ROBINSON, C. et al., *Harrap's Dictionary of Business and Finance*, Clark Robinson Ltd, London, 1988.
25. THOMPSON, D., *The Concise Oxford Dictionary of Current English*, OUP, New York, 1995.

DOCUMENTS ET RAPPORTS

26. CHAVEZ, E., M., *Increasing productivity of rural work*, ECOSOC, New York, 2003.
27. COOPERATIVE Abanyamurava, *Rapport annuel des activités 2009*, Décembre 2009.
- District Musanze, *Plan de développement du District 2008- 2012*, Musanze, 2007.
28. MINALOC, *National decentralization policy*, Kigali, 2001.
29. MINECOFIN, *Stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté*, Kigali, 2007.

SOURCES ÉLECTRONIQUES

30. Centre R. Samuel McLaughlin de l'Université d'Ottawa., *Populations vulnérables* (2005), [onlinr], <http://www.hc-sc-gc.ca>., consulté le 10 Novembre 2011.
31. KAIS, L., *Méthodologie de recherche* (2007), [online], <http://www.oboulo.com>., consulté le 12 Mars 2011.

**Annexe 1: Questionnaire d'enquête destiné aux PVV encadrées par la Coopérative
Abanyamurava**

1. Quand est-ce que vous avez commencé à bénéficier des interventions de la Coopérative Abanyamurava?

.....
.....

2. Sur quelle base la Coopérative Abanyamurava assure l'intermédiation de financement en votre faveur?

- Soumission de projets de développement
- La Coopérative Abanyamurava s'entretient avec vous et traduit vos besoins en projets de développement à soumettre aux bailleurs de fonds
- La Coopérative Abanyamurava agit de son propre chef

3. Quels sont les types et/ou les sortes de financement ou d'aides que vous avez reçues via la Coopérative Abanyamurava au cours de 2008 à 2010?

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

4. Quelles ont été les destinations que vous avez faites de ces financements ou aides?

.....
.....
.....
.....
.....
.....

5. Avez-vous enregistré des améliorations socio-économiques à la suite de ces financements et aides reçues ?

- Oui
- Non

6. Quels sont les indicateurs sociaux et économiques de cette amélioration?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Umugereka 1: Ibibazo by'ubushakashatsi bigenewe ababana n'ubwandu bwa SIDA bafashwa na Koperative Abanyamurava

1. Mwatangiye gufashwa na Koperative Abanyamurava ryari ?

.....
.....

2. Iyo Koperative Abanyamurava ibavuganira mu baterankunga ihera ?

- Muyiha imishinga yo kwiteza imbere
- Koperative Abanyamurava iraza ikabaganiriza noneho ibyofuzo byanyu ikabikoramo umushinga wo kwiteza imbere ikawushikiriza abaterankunga
- Koperative Abanyamurava ikora uko ibyumva

3. Ni ubuhe bwoko bw'inkunga z'amafaranga cyangwa imfashanyo mwabonye biturutse kuri Koperative Abanyamurava guhera 2008 kugera 2010 ?

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

4. Izo nkunga z'amafaranga cyangwa se impano mwazikoresheje iki ?

.....
.....
.....
.....
.....
.....

5. Hari iterambere mu bukungu no mu mibereho mwagize nyuma yo gukoresha izo nkunga n'ubufasha?

- Yego
- Oya

6. Ibintu bibyerekana iryo terambere mu mibereho bwite no mu byerekeranye n'ubukungu ni ibihe ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Annexe 2: Guide d'interview avec le Coordinateur de la Coopérative Abanyamurava

1. Quand est-ce que la Coopérative Abanyamurava a commencé à faire à intervenir en faveur des personnes vivant avec le VIH/SIDA dans le District de Musanze?

.....
.....
.....
.....

2. Quand est-ce que la Coopérative Abanyamurava a commencé à faire l'intermédiation financière entre les bailleurs de fonds et les personnes vivant avec le VIH/SIDA dans le District de Musanze?

.....
.....
.....
.....

3. Quelles sont les organisations, les États ou entités administratives avec lesquelles la Coopérative Abanyamurava entretient le partenariat dans ses interventions envers les PVV ?

.....
.....
.....
.....

4. Prenez-vous le soin de les visiter et vous entretenir avec elles pour pouvoir prendre en compte toutes les dimensions de leurs problèmes lors de l'intermédiation ?

.....
.....
.....
.....

5. Pouvez-vous nous donner des informations sur les intermédiations de financement au profit des PVV faites par la Coopérative Abanyamurava depuis 2008 à 2010 ? Donner le nom du projet, le nombre des bénéficiaires et montants des projets :

Année	Nom du projet	Nombre de bénéficiaires	Secteurs de bénéficiaires	Total des montants octroyés
2008

2009

2010

5. Y a-t-il d'autres interventions d'ordre technique que vous faites en faveur des PVV ?

.....
.....

6. Quelles sont vos perspectives d'avenir ?

.....
.....

**Annexe 3: Grille d'observation des conditions de vie des PVV encadrées par la Coopérative
Abanyamurava**

1. L'état de santé des enquêtés
2. Le moral des enquêtés
3. L'hygiène de la maison
4. Les activités en rapport avec les projets initiés
5. Les attitudes des membres des familles des personnes enquêtés envers celles-ci

**Annexe 4: Grille de dépouillement du questionnaire d'enquête destiné aux PVV encadrées
par la Coopérative Abanyamurava**

Question	Éléments de réponse	effectifs	%
1. Quand est-ce que vous avez commencé à bénéficier des interventions de la Coopérative Abanyamurava?	2005	24	24%
	2006	16	16%
	2007	39	39%
	2008	14	14%
	2009	7	7%
	Total	100	100%
2. Sur quelle base la Coopérative Abanyamurava assure l'intermédiation de financement en votre faveur?	Soumission de projets de développement	37	37%
	La Coopérative Abanyamurava s'entretient avec vous et traduit vos besoins en projets de développement à soumettre aux bailleurs de fonds	100	100%
	La Coopérative Abanyamurava agit de son propre chef	0	%
3. Quels sont les types et/ou les sortes de financement ou d'aides que vous avez reçues via la Coopérative Abanyamurava au cours de 2008 à 2010?	Vaches	100	100%
	Monnaie liquide	100	100%
4. Quelles ont été les destinations que vous avez faites de ces financements ou aides?	Copropriétés des vaches	100	100%
	Copropriétés des exploitations agricoles	100	100%

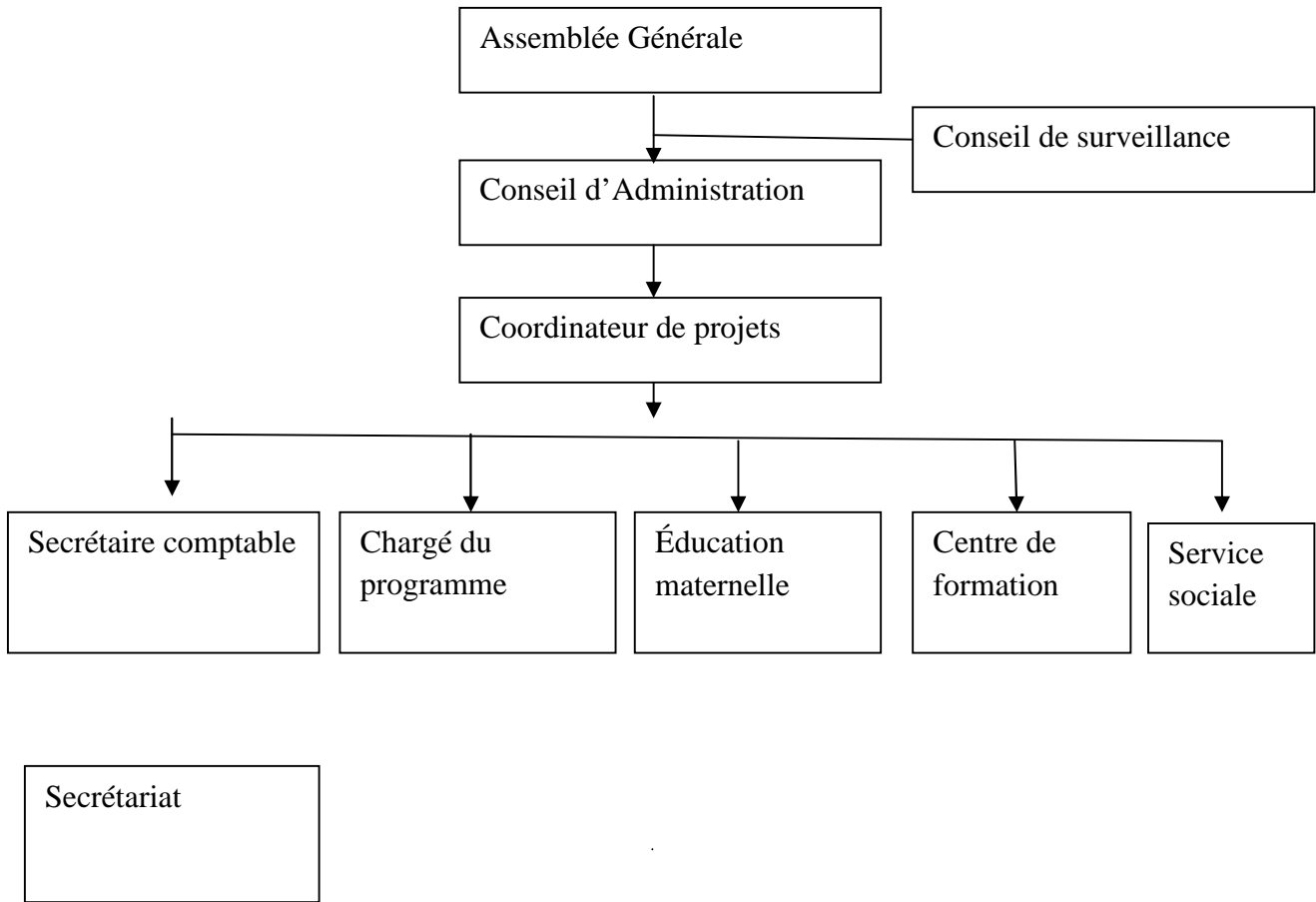
5. Avez-vous enregistré des améliorations socio-économiques à la suite de ces financements et aides reçues ?	Oui	94	94%
	Non	6	6%
	Total	100	100%
6. Quels sont les indicateurs sociaux et économiques de cette amélioration?	Recueillement	100	100%
	Augmentation des revenus mensuels	100	100%
	Bonne alimentation	96	96%
	Habillement décent	89	89%
	Facilité de paiement des frais de scolarité des enfants	78	78%
	Facilité de paiement des frais de la mutuelle de santé	100	100%
	Amélioration de l'habitat	67	67%

Annexe 5: Formule de détermination de la taille de l'échantillon

$n' = \frac{P'(1 - P')}{[SEp][SEp]}$ où n est la taille de l'échantillon, P la probabilité de se trouver dans l'intervalle de confiance et SE_P est la marge d'erreur.

BORDENS, K., S. et Cie, *Research design and methods*, Tata McGraw Hill Limited, New Delhi, 2005, pp. 256-257.

D'après cette formule, le chercheur considère deux choses en procédant à la détermination de la taille de l'échantillon. La première chose qu'il doit considérer est de prévoir un intervalle de confiance, c'est-à-dire un intervalle contenant des individus acceptable jusqu'à un certain pourcentage. Ce pourcentage que certains auteurs appellent probabilité est représenté par P. La deuxième chose que le chercheur doit considérer c'est la marge d'erreur représentée par SE_P. (couramment appelée écart type en statistique)

Annexe 6: Organigramme de la Coopérative Abanyamurava

Source : Manuel des procédures de gestion des programmes et projets de la Coopérative Abanyamurava, Août 2011.